

7-8 LUGLIO
AGOSTO
1978

**dossier
europa**

**EGLISE
ET
MIGRATIONS .2**



dossier europa

emigrazione

Anno III - luglio-agosto 1978 n. 7-8

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei CSER (Centri Studi Emigrazione Riuniti)

Comitato promotore

CIEMM

46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSERPE

Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

CSER

Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

Gruppo di redazione

G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti,
T. Pozzi, GF. Rosoli, L. Taravella, G. Tassello

Corrispondente CEE

G. Callovi

Grafica

Bruno Murer

Direttore responsabile

Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma,
n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa
in data 22.2.1977 con il n. 1273

ABBONAMENTO

Italia L. 5.000

Esteri L. 5.000

ccp. 57678005 intestato a CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma, Tel. (06) 58.27.41 - 58.09.764

CAPITALISME,
EXPLOITATION,
LUTTE, SYNDI-
CAT

ÇA VA,
SEI DEI
NOSTRI!



Notes sur la présence de l'Eglise dans l'immigration en France

Avec quelles structures pastorales et avec quel type d'approche l'Eglise exerce-t-elle sa mission parmi les immigrés en France?

Quel est le «status quo» et quelles sont les perspectives de collaboration pastorale à réaliser?

C'est à ces questions que nous essayons de donner une réponse.

Les structures spécifiques

Comme toutes les Eglises des grands Pays d'immigration de l'Europe Occidentale, l'Eglise de France a ses propres structures spécifiques pour la pastorale des migrants. Il s'agit des structures mises en place selon les orientations prévues par la Constitution Apostolique *Exsul Familia* (1952) modifiées ensuite après la réflexion pastorale du Concile Vatican II, par l'Instruction Pontificale *Pastoralis Migratorum Cura*, qui confie aux Conférences Episcopales des Pays d'accueil, en lien avec les Episcopat des Pays d'origine, la responsabilité du Service pastoral des Migrants.

Le service pastoral des migrants dans l'Eglise de France s'insère donc dans un effort de pastorale d'ensemble, à travers notamment les efforts entrepris dans les 9 régions apostoliques (Centre, Centre-Est, Est Midi Pyrénées, Nord, Ouest, région Parisienne, Provence-Méditerranée, Sud-Ovest). C'est pourquoi dans chaque région il existe un délégué régional aux migrants, chargé d'animer et de coordonner ce Service Pastorale.

Afin de tenir compte de la condition particulière de chaque migration et de permettre ainsi à l'Eglise d'exercer sa mission, surtout sa fonction catéchétique, liturgique et sacramentelle et son effort missionnaire de présence au monde par l'éveil du laïc il existe en France 24 Missions Nationales. Des délégués nationaux, proposés par les Episcopats des pays d'origine, nommés par la Commission Episcopale française, partagent sur le plan national la responsabilité globale. (Mission d'Afrique Noire, Missions Asiatiques, Mission vietnamienne, anglaise, allemande, antillaise, belge, coréenne, croate, espagnole, hollandaise, hongroise, italienne, japonaise, lithuanienne, luxembourgeoise, polonaise, portugaise, réennionaisem roumaine, slovaque, slovène, suisse, tchèque). Dans les missions nationales sont en effet incluses les Missions regroupant les chrétiens originaires des DOM-TOM qui vivent en France en condition de véritables migrants.

Le secrétaire de la Commission épiscopale des migrations, directeur national des aumôneries des étrangers en France, coordonne dans l'ensemble de l'Eglise de France tous les efforts nécessaires pour répondre aux besoins spirituels des migrants: service, donc, d'animation, de stimulation, pour que tous les mouvements et services d'Eglise tiennent plus largement compte de la présence des immigrés parmi nous.

En effet, bien des problèmes auxquels la Commission Episcopale pour la pastorale des migrations doit répondre relèvent également de la responsabilité d'autres Com-

missions: l'éveil et le soutien d'un laïc chez les travailleurs immigrés (monde ouvrier); les saisonniers dans l'agriculture (monde rural); les droits des migrants, leurs organismes de soutien (Commission Sociale); la cathéchèse des enfants (enseignements religieux) et leur scolarisation (commission du monde scolaire) etc.

Un des objectifs à poursuivre et à parfaire c'est le développement de cette solidarité qui devrait s'élargir en dehors du cadre de la Commission Episcopale de la Pastorale des Migrants à toutes les Commissions Episcopales dans les domaines de leur compétence.

Cet effort de collaboration pastorale trouve dans l'Eglise de France une situation historique particulière qui la différencie sensiblement des autres Eglises en Europe: la confrontation des structures pastorales spécifiques avec les structures pastorales dans le monde ouvrier. C'est dans cette confrontation qui privilégie la dialectique mission ethnique-mission ouvrière (au détriment de la dialectique mission ethnique-structures territoriales paroissiales et diocésaines) que nous trouvons l'originalité de la situation de la pastorale des Migrants en France.

Les structures pastorales du monde ouvrier

Par son histoire sociale et religieuse l'Eglise de France, surtout dans la période de la deuxième après-guerre, a développé une expérience

pastorale très poussée et une structure très variée dans le monde ouvrier, à l'intérieur duquel sont plongés les travailleurs migrants et leur familles. Et c'est à travers ces structures que l'Eglise en France rejoint les migrants.

C'est donc une analyse de ces structures qu'il faut faire, aussi bien pour mieux se situer dans l'expérience de l'Eglise que pour déceler les interlocuteurs (mouvements et institutions directement concernés par une réflexion et une action pastorale touchant les immigrés.

En effet, si les structures spécifiques ont eu, et conservent toujours, leur importance pour déceler certains problèmes et accomplir certaines tâches, un regard qui s'arrêterait à celles-ci serait gravement mutilateur aussi bien pour la présence que pour la mission de l'Eglise de France parmi les immigrés. Un tel regard serait donc «partiel» tout du point de vue historique que du point de vue théologique.

Parmi les structures originales de l'Eglise de France, qui la caractérisent vis-à-vis des autres Eglises en Europe et qui trouvent leur origine dans la structure de classes de la société française (l'histoire du mouvement ouvrier, le processus de déchristianisation du monde ouvrier et rurale, la laïcité et la neutralité des institutions administratives) nous pouvons signaler les suivantes, en tant que composants significatives de la pastorale des migrants: La Mission Ouvrière; la Mission de France; les Instituts religieux et Séculiers, tels que les Fils de la Charité et la Société des Prêtres du Prado.

La Mission Ouvrière

Le but premier de la Mission Ouvrière est de renforcer les efforts et les initiatives d'évangélisation en monde ouvrier par la mise en œuvre d'une véritable solidarité apostolique. A ce titre, elle est avant tout un lieu d'échange, de partage et d'interpellations mutuelles. Parmi les diverses présences apostoliques en monde ouvrier: mouvements de laïcs (ACO, JOC, JOCF et ACE), prêtres de paroisse, prêtres au travail, religieuses. Elle contribue à ce que l'Eglise dans son ensemble, se fasse plus accueillante aux besoins spirituels du monde ouvrier et accord une priorité effective à l'évangélisation des travailleurs (Comités de coordination dans les secteurs missionnaires, conseils diocésains de Mission Ouvrières au plan diocésain; secrétariat national et équipe nationale des prêtres ouvriers au plan national).

Aux mouvements apostoliques du monde ouvrier (ACE/mo, JOC, JOCF et ACO) il faut ajouter le GREPO (Groupe de recherche en pastorale ouvrière) qui regroupe de prêtres

1. qui veulent être prêtres en classe ouvrière;
2. qui sont en situations pastorales diverses (paroisse, etc.), au service effectif de l'ACE en monde ouvrier, de la JOCF, de l'ACO existantes, à naître ou à développer;
3. qui croient à l'originalité de l'Eglise en classe ouvrière;
4. qui se réfèrent toujours, dans leurs recherches pastorales à la vie et à l'action ouvrières, au dynamisme du Mouvement ouvrier et aux perspectives apostoliques des Mou-

vements d'Action Catholique ouvrière (enfants, jeunes, adultes).

L'analyse des structures et de la présence de la Mission Ouvrière afin de saisir les réalités vécues par l'Eglise en milieu migrant en France, est d'autant plus nécessaire qu'il existe au sein de l'Eglise de France une tendance qui choisit la Mission Ouvrière comme référence pour la pastorale des migrants et qui privilégie les Mouvements Apostoliques dans le Monde ouvrier vis-à-vis des Missions Ethniques.

A cela il faut ajouter la présence des mouvements apostoliques autonomes créés par les immigrés eux-mêmes tels que la JOC espagnole et portugaise en lien avec les Mouvements français (non sans conflits parfois) et les mouvements de l'ACO parmi les travailleurs espagnols et portugais (voir les deux journaux de la JOC espagnole et portugaise: *Juventud Obrera* et *Juventude Operaria*) et les deux journaux de l'ACO en langue espagnole et portugaise *Solidarios* et *Testemunho*.

Une présence toujours plus dynamique en milieu migrants est développée par l'ACE/mo (l'Action Catholique de l'Enfance en Monde ouvrier): si on songe que le nombre de scolaires étrangers en France s'élevait à 820.000 pour l'année 1976-1977 (premier et second degré, public et privé) on peut concevoir l'importance de tel effort: ce sont surtout des jeunes de la JOC qui animent les groupes d'ACE/mo.

Bien que il n'y ait pas encore une articulation pastorale suffisante entre les structures spécifiques et les autres structures pastorales que nous venons de mentionner, on doit au moins souligner la recherche d'un dialogue entre les instances de la Pastorale de Migrants et celles de la Mission Ouvrière (soit sur le plan national, soit à certains niveaux régionaux et locaux).

Antonio Perotti
CIEMM, Parigi



FRANCE DOCUMENTS

PRESENTATION

1. *Motion d'un groupe de travail en lien avec la Commission Episcopale des Migrations.* Un certain nombre de migrants chrétiens appartenant à plusieurs nationalités et représentant diverses Associations se rencontrent périodiquement, surtout à l'occasion de certains événements significatifs, avec des membres de la Commission Episcopale des Migrations. Ils interpellent l'Eglise sur son attitude vis-à-vis des migrants dans la crise actuelle. La motion suivante a été rédigée par ce groupe, à l'occasion d'une de ces rencontres en avril 1977.
2. Texte de l'intervention de la JOC aux Sessions Nationales du GREPO (Groupe de Recherche en Pastorale Ouvrière) à Chartres (1977). Dans le travail de recherche un carrefour «Immigrés» s'était interrogé sur la réalité politique et religieuse, vécue et exprimée par les travailleurs immigrés. L'intervention nous donne clairement l'orientation de la JOC face aux immigrés.
3. Texte de la résolution prise à la Xe rencontre nationale de l'Action Catholique Ouvrière (10-12 mars 1974) à Issy-les-Mulinaux. La résolution constitue un document significatif de l'évolution réalisée au sein du mouvement dans la reconnaissance de l'apport des immigrés au mouvement ouvrier français.
4. Intervention au nom des Equipes ACO espagnoles en France à la Xe rencontre de l'ACO (10-12 mars 1974).
5. Compte-rendu des carrefours «Immigrés» aux Sessions Nationales du GREPO (Groupe de recherche en Pastorale Ouvrière) à Chartres (1976). Nous publions le texte presque intégral du compte-rendu pour faire connaître comment les prêtres du GREPO approchent la réalité ouvrière et pastorale dans laquelle ils sont insérés et comment ils vivent la recherche: quels changements concrets sont exigés par la présence des immigrés dans leurs attitudes personnelles et collectives et dans les structures de la pastorale.
6. *Compte-rendu des carrefours «Immigrés» aux Sessions Nationales du GREPO (Groupe de recherche en Pastorale Ouvrière) à Chartres (1977).* Thème des Sessions Nationales: le vécu (paroles et actes) politique et religieux des travailleurs. Un document éclairante, à partir de personnes et d'événements précis, du chemin parcouru par des prêtres en pastorale amenés à se situer directement ou indirectement, personnellement ou collectivement, dans la réalité des immigrés.
7. *Prise de position de la Commission des Travailleurs immigrés du Mouvement des Cadres, ingénieurs et dirigeants chrétiens sur la politique française vis-à-vis des travailleurs immigrés.* Texte exemplaire qui souligne le rôle à jouer par les chrétiens engagés dans des responsabilités directives.
8. Texte repris d'une famille paroissiale (Paroisse Saint Joseph de Paris) consacré à une réflexion sur les immigrés diffusé aux chrétiens le dimanche 11 juin 1978. Cette initiative n'est qu'un exemple des nombreux appels faits par les paroisses aux propres communautés chrétiennes, à vérifier, dans leurs rencontres et dans la célébration de l'Eucharistie, leur attitude vis-à-vis des immigrés.
9. En avril 1978 le Conseil du Presbytérium (Commission «événements et attitude pastorale») de Strasbourg a organisé une rencontre diocésaine de deux jours sur la présence des immigrés en Alsace. À la fin des journées de réflexion les prêtres présents ont adopté l'appel suivant qui constitue un exemple d'une initiative prise par le «presbytérium» d'un diocèse.
10. *Réflexions de Mgr. R. Etchegaray sur le «racisme» (15 janvier 1978).*
11. *Déclaration des Evêques d'Ile-de-France (15 octobre 1977).*
12. *Appel des autorités religieuses d'Alsace-Lorraine concernant les travailleurs étrangers («Eglise de Metz», avril 1977).*
13. *Rapport de travail d'une équipe diocésaine de pastorale de l'Immigration (avril 1976-juin 1977), Diocèse de Créteil (région parisienne).* Exemple de travail pastoral mené dans une diocèse à très forte concentration d'immigrés.
14. *Lettre adressée aux candidats députés au moment des élections législatives par les délégués diocésains sur trois questions: la politique d'immigration et le renvoi des travailleurs immigrés, l'intégration des jeunes immigrés, la liberté d'association (février 1978).*
15. *Appel des délégués diocésains à la pastorale des Migrations, Première Rencontre Nationale (Orsay, 17-18 avril 1978).*
16. *Extrait du projet du document sur la pastorale des travailleurs migrants (mai-juin 1978).* Ce travail a été entrepris à la demande de la Commission Episcopale des Migrations par une équipe formée de Délégués Diocésains en lien avec la Mission Ouvrière de leur diocèse, et de prêtres représentatifs de certains ethnies. Il s'agit de l'actualisation du texte publié en 1976 sous le titre «Pastorale des Migrants Ouvriers». Bien qu'il s'agit d'un travail en état de projet, nous jugeons utile d'en publier

quelques extraits concernant surtout la réflexion *pastorale*.

17. Déclaration de Mgr. Alfred Ancel («Eglise de Lyon», 11 mars 1977).

18. Déclaration sur la présence en France des travailleurs immigrés par Mgr. Saint Gaudens, Président de la Commission Episcopale des Migrations (30 septembre 1977).

19. Reconnaissance de droits des immigrés. Sous le titre «La France.... société pluraliste avec différentes races, cultures et religions».



1

Motion

Vivant en solidarité quotidienne avec les travailleurs maghrébins et leurs familles en France, nous chrétiens, nous nous élevons contre l'aggravation injuste et inhumaine de leurs conditions de vie, de travail et d'avenir dans notre pays.

Après avoir contribué, dans des conditions qui, souvent, nous ont fait honte, au développement économique de la France, les voilà, maintenant, mis au premier rang des victimes, voire les boucs émissaires, de ce qu'on appelle «la crise», livrés:

- à l'injustice d'une réglementation qui les prive des droits reconnus pour les travailleurs dans notre pays
- aux licenciements fréquents au retour de congés prolongés dans leur pays autorisés verbalement
- à l'exploitation galopante des entreprises «intérimaires»
- à la pression faite par l'administration et les employeurs pour les faire entrer dans un mécanisme de retour, en dépit de leurs droits de travailleurs
- à l'interdiction d'association
- à la dissolution d'associations existantes
- à la répression policière continuelle et sournoise
- à des procédures arbitraires de renvoi, internement et expulsions
- à une campagne d'informations mensongères.

Là où nous sommes, avec les organisations que les travailleurs se sont données

- nous dénonçons ces injustices, et nous nous efforçons de les combattre
- nous alertons l'opinion de nos compatriotes et soutenons la lutte contre le racisme et la discrimination
- nous demandons la possibilité d'expression collective de leur culture dans la langue arabe.

Avec nos diverses communautés de foi et équipes de croyants,

- nous demandons que soit reconnue et respectée la foi musulmane
- nous proclamons le travail de l'Esprit de Dieu dans la vie, l'action et les luttes de nos frères maghrébins.

Nous nous adressons à vous, pour que notre Eglise en France, attentive à la condition des travailleurs:

- écoute les analyses et dénonciations faites par leurs organisations
- alerte toutes les communautés de croyants de notre pays
- et refuse de se faire complice d'un nouvel engrenage d'écrasement des Maghrébins.

2

INTERVENTION DE LA JOC
SESSIONS NATIONALES
Chartres 1977

3 - Les immigrés

Un point de la session que j'ai plus ressaisi par les mises en commun ou partage avec l'un ou l'autre. Je voudrais redonner les orientations de la JOC face aux immigrés.

En JOC nous affirmons que les jeunes travailleurs immigrés en France sont affrontés aux conditions de vie, de travail, d'études les plus dures, que les administrations ne font rien pour qu'ils connaissent leurs droits. Le gouvernement et le patronat en développant le nombre des expulsions, le racisme, la répression, divisent les travailleurs.

C'est pourquoi il est important que l'action des jeunes travailleurs immigrés leur permette d'être pleinement engagés dans le mouvement ouvrier, dont la JOC, dans le pays d'accueil.

Les jeunes de la classe ouvrière immigrés sont donc partie prenante de la vie et de l'action sur les milieux et catégories. C'est pour cela que c'est toute la JOC qui doit les rejoindre par les comités d'action et leur mise en mouvement. Comme pour les jeunes de la classe ouvrière les moyens de masse de la JOC leur permettent de mener une action en réponse à leurs besoins et en solidarité avec toute la jeunesse ouvrière.

Mais pour être eux-mêmes dans cette action, c'est à dire en fidélité avec leur race, leur culture, leur pays, leur religion ... la JOC leur permet de se rencontrer entr'eux.

Ainsi par cette organisation entr'eux, ils se donnent des moyens pour répondre à leurs besoins spécifiques et pour se situer en solidarité avec leur peuple. C'est pourquoi il est important de recevoir la vie des immigrés comme celle des autres catégories de la jeunesse ouvrière. Important de ne pas les marginaliser davantage.

Ceci ne veut pas dire «ignorer leur nationalité» au contraire nous aurons à être attentif à tout ce qui fait leur spécifique.

Ce point d'intervention pour dire que je suis surpris de voir en GREPO une commission qui prend en charge les immigrés alors que c'est dans toutes les commissions que nous aurions dû les retrouver. Ils sont enfants, jeunes, adultes, bien sûr en prenant en compte leurs situations et problèmes spécifiques.

3

CINQUIEME RESOLUTION:
Une plus grande ouverture
internationale

Les délégués à la 9ème Rencontre nationale, soucieux de manifester aussi au plan apostolique les dimensions internationales de l'action ouvrière s'engagent:

- à travailler plus intensément avec les immigrés dans l'action ouvrière, tout en les respectant dans leur combat propre, et à partager avec eux, comme avec les autres travailleurs, ce que nous savons de Jésus-Christ dans la vie quotidienne;
- à intégrer l'aspect international de l'action ouvrière dans la révision de vie des équipes de base des C.S. et C.D.

Ils demandent au comité national de promouvoir, à travers tous les moyens du mouvement, une authentique préoccupation apostolique au plan international en la partageant au sein du M.M.T.C. en fidélité aux réalités ouvrières internationales.

(Résolution adoptée par 13.157 mandats, 156 contre et 96 abstentions).

Le souci qui s'était exprimé dans cette cinquième résolution, c'est que les équipes d'A.C.O. manifestent aussi au plan apostolique les dimensions internationales de l'action ouvrière que le Mouvement ouvrier s'efforce, depuis sa naissance, de faire vivre aux travailleurs.

C'est, en effet, en référence aux événements de la vie ouvrière et aux actions suscitées ou amplifiées par les organisations que le mouvement, à tous ses échelons, a voulu vivre l'INTERNATIONALE.

- Les révisions de vie se sont situées:
- dans les vagues de racisme savamment orchestrées lors de l'affaire du pétrole algérien ou à l'occasion des licenciements collectifs;
 - dans les conséquences de la crise monétaire internationale au plan de la concurrence entre entreprises ou dans le secteur consommation;
 - lors de l'embargo sur le cuivre chilien et toutes les difficultés qu'on a fait subir à cet essai d'unité populaire;
 - dans l'utilisation des réseaux d'entreprises multinationales pour écraser la classe ouvrière (Philips, Michelin, Lip);
 - devant l'exode des frontaliers avec ses risques et ses chances pour le Mouvement ouvrier;
 - face aux brimades du Pouvoir vis-à-vis des militants et travailleurs immigrés (circulaire Fontanet, expulsions..);
 - dans les conflits du Vietnam, du Cam-

bodge, du Proche-Orient, du Pakistan;

- dans le développement des pavillons de complaisance. La plupart des sociétés françaises ont leur pavillon étranger. Cela leur permet toutes sortes de manoeuvres, du chantage envers les navigants français, à l'armement de leurs bateaux, en dehors des règles de sécurité, par le marins de toutes nationalités qu'ils peuvent utiliser à discrétion;
- lors de la grève des marins français s'opposant au projet de loi sur la libre circulation des marins sur les flottes européennes.

A chaque fois, progressivement, ce fut l'occasion de:

- reconnaître que les marins étrangers, que les Français côtoient de plus en plus sur les bords, leur hérissent le poil, parce qu'ils acceptent de travailler dans n'importe quelles conditions. Mais nous ne nous sentons pas le droit de dire que l'aspiration à la dignité n'existe pas chez eux. La première démarche est de connaître leur histoire.

- découvrir avec les travailleurs les dimensions internationales du système capitaliste, mais aussi l'internationale ouvrière et socialiste.

- prendre conscience de l'internationalisation du pouvoir de l'argent et de notre vocation de citoyens du monde.

- chercher à faire s'exprimer les plus exploités pour une véritable démocratie.

- dénoncer l'exploitation scandaleuse des travailleurs immigrés et ressaisir la révolte des pauvres qui se battent et, eux aussi, relèvent la tête.

Tout cela a été perçu comme:

- *Signe de l'action de Jésus-Christ;*
- *Expression de la physionomie d'un monde plus conforme au plan de Dieu appelant tous les hommes à être son peuple qui chemine.*

- *Interpellations du Seigneur venant par les «laissés pour compte» nous sortir de nos étroitesse.*

Sans doute, plusieurs fois, on s'est dit: «C'est quand même un peu pauvre comme ressaisie» ou «on voit tout de même peu d'immigrés dans l'action ouvrière».

On s'est bien rendu compte que, dans les révisions de vie, on faisait encore souvent l'économie de l'analyse syndicale, politique, «ça reste sentimental», «on a du mal à sortir du dépannage».

Mais, relancés continuellement par nos organisations (ainsi, la semaine d'action C.G.T.-C.F.D.T. au printemps

1972) et aussi par les «gauchistes», on s'est aperçu qu'on se retrouvait au coude à coude, immigrés et Français, dans tous les secteurs habituels d'action de la classe ouvrière.

Par exemple:

- Contre les licenciements où paient toujours le plus ceux qui peuvent se défendre le moins.

- Dans la création de classes pour enfants d'immigrés avec, quelquefois, la participation des parents d'immigrés dans le A.P.E. ou les A.F. (là aussi, ils sont plus écrasés que les autres).

- Dans la prise de conscience politique: la prise de conscience de l'exploitation des travailleurs immigrés pousse à se rendre compte de l'incohérence du système et, souvent, les immigrés sont plus mûris aux aspects politiques.

d'immigrés, comités de quartier, associations de locataires...

C'est souvent l'action ouvrière avec les immigrés qui a permis de ressaisir la dimension internationale de nos problèmes: «Les immigrés, ce sont bien les problèmes du monde à portée de la main».

Ils agissent, on s'aperçoit qu'ils prennent des positions formidables, ils sont partie prenante, par leur combat propre, de la lutte pour une libération collective.

Reste, au sein de nos organisations, comme au sein de l'A.C.O., à:

- redéfinir continuellement nos perspectives pour les respecter de plus en plus;

- prendre des liaisons avec eux;

- se poser des questions par rapport à leurs réactions, à leur mentalité, à leur pays d'origine.

Ce qui est sûr, c'est que le Mouvement ouvrier fait poser des actes contre le racisme que les travailleurs, livrés à eux-mêmes, ne feraient pas.

A travers les moyens du mouvement, au cours de ces trois ans, l'attention des équipes a été constamment sollicitée que ce soit par échange du vécu ou par des réflexions plus consistantes.

Dans «Témoignage», la dernière page et la chronique «A travers le monde» permettent à chacun de s'élargir, mois après mois, aux préoccupations de la classe ouvrière internationale.

(Amérique latine, Chili en particulier, Vietnam, Asie, Japon, Pays Arabes, Faim en Afrique, Europe, crise monétaire, Rapport Gorse, CNUCED).

A maintes reprises nous sommes revenus sur la façon de partager avec eux, comme avec les autres travailleurs, ce que nous savons de Jésus-Christ dans la vie quotidienne et ceci

sans oublier de recevoir leurs richesses.

Citons entre autres:

- L'action des femmes au foyer au Japon («*Documents A.C.O.*», No 72).

- Avec les travailleurs maghrébins et portugais (C.E.D.E.S., No 30 et 35).

- Avec tous les immigrés (C.E.D.E.S., No 34).

- De cette communauté d'Africains, une lumière nous est venue («*Témoignage*», novembre 72).

- Raciste, le suis-je? («*Témoignage*», juillet-août 1973).

Dans les secteurs, on signale le lancement d'équipes apostoliques d'immigrés, des relais pour militants concernés par les travailleurs immigrés, la présence d'immigrés en tant que tels dans les équipes et dans les C.D., C.S.

«Testemunho», réalisé par et pour les Portugais, n'a cessé d'élargir son audience.

Enfin, le comité national a rendu compte de ses partages au sein du M.M.T.C. (qui est, à l'A.C.O., ce que sont les internationales syndicales ou politiques à nos organisations):

- Groupe européen du M.M.T.C. («*Documents A.C.O.*», No 68).

- Conseil exécutif du M.M.T.C. («*Témoignage*», juillet-août 1971).

- Conversations internationales de Lima, Pérou («*Témoignage*», décembre 1972).

- Rencontre européenne de Cologne sur les immigrés («*Témoignage*», juin 1972).

Le départ de copains, prêtres et laïcs, dans le tiers monde, les voyages des permanents en Amérique latine, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en Europe (Suisse, Espagne, Allemagne), les visites de copains d'autres pays au secrétariat et dans les secteurs, on été saisis chaque fois comme occasion de faire découvrir le combat propre que mènent les travailleurs de chaque pays dans notre combat commun des exploités.

Notre regard apostolique

Nous voyons mieux la responsabilité du Comité de secteur pour ressaisir la vie des immigrés et pour aider les équipes de base à y porter attention.

— Le Mouvement nous provoque à regarder les immigrés.

— Dans une équipe, les militants se sont rendu compte que, parmi tous les immigrés qu'ils côtoyaient habituellement, ils n'en connaissaient pas un personnellement comme un copain.

— Il faut des événements marquants pour qu'on fasse attention aux immigrés et, pourtant, ils font partie de nos communautés naturelles.

— Est-ce qu'on va jusqu'au bout de l'événement?

— Est-ce que c'est d'une façon habituelle qu'on fait attention aux immigrés?

— La présence et l'action des immigrés nous provoquent à un regard plus large. Est-ce que nous avons conscience que notre regard est tronqué, limité, quand nous ne voyons pas les immigrés, ou quand nous ne voyons pas leur originalité?

— Comment rendons-nous possible ce que vivent les immigrés prenne sa place dans le Mouvement ouvrier?

— Les immigrés nous révèlent un visage du Christ.

— Ils nous provoquent à sortir de nos routines, à vivre la gratuité.

— Comment, en A.C.O., dans le partage de l'action vécue avec les immigrés, nous acceptons de vivre le regroupement?

- regroupement entre militants membres d'organisations ouvrières diverses;

- regroupement entre militants agissant en lien avec diverses organisations propres aux immigrés (M.T.A., Amicale des Algériens, etc....).

4

AU NOM DES EQUIPES D'A.C.O. ESPAGNOLES EN FRANCE

Il y a trois ans, de cette même tribune, nous nous posions cette question: «Comment arriver à faire un travail de coordination avec les groupes ou les foyers espagnols qui participent déjà en A.C.O. et avec ceux qui sont en re-

cherche d'une réflexion ouvrière et chrétienne?»

Aujourd'hui, nous voulons vous dire avec joie que cette question est résolue. Un laïc et un prêtre en classe ouvrière sont détachés à mi-temps pour ce travail d'animation et de coordination en collaboration avec le secrétariat national de l'A.C.O. avec qui nous avons des rencontres régulières.

Travailleurs immigrés, nous nous sentons pleinement de la classe ouvrière qui est internationale.

Malgré le racisme et les discriminations alimentés par ceux qui ont intérêt à nous marginaliser de la classe ouvrière (il ne faut pas oublier que 52 immigrés furent impunément assassinés l'année dernière, soit une moyenne d'un crime par semaine).

Malgré les divisions que le patronat et son pouvoir veulent semer entre les travailleurs français et les travailleurs immigrés, soit par une législation spéciale, dont la circulaire Fontanet-Marcellin est un exemple, soit dans les usines ou les quartiers par les conditions de travail et de logement; division qui ne profitent qu'aux exploités communs...

Nous affirmons notre solidarité dans la classe ouvrière et nous disons que notre combat est le combat de toute la classe ouvrière.

Mais nous disons aussi que les travailleurs immigrés ont des problèmes spécifiques et que, dans cette lutte ouvrière, il leur appartient d'en être les protagonistes, en solidarité avec le reste de travailleurs.

De plus en plus, et un peu partout en Europe, les travailleurs immigrés prennent une conscience de classe et passent à l'action.

Il est vrai que parfois leurs formes de luttes peuvent choquer les Français, parce qu'elles ne sont pas traditionnelles aux formes de lutte françaises: telles les grèves de la faim, les occupations de locaux officiels ou autres... Mais, étant donné leur situation de catégorie sociale mineure, d'insécurité permanente, de risque d'expulsion arbitraire, ils se voient obligés de prendre des moyens frappants et immédiatement efficaces. Travailleurs immigrés chrétiens rassemblés en A.C.O., nous voulons vivre notre foi de l'intérieur de ce combat; nous voulons la partager aussi avec nos frères de classe. Les travailleurs espagnols de l'immigration ont droit à la Bonne Nouvelle de la libération en Jésus-Christ.

Nous nous appuyons sur vous tous (je le répète), nous nous appuyons sur vous tous, pour que la découverte de Jésus-Christ dans leur action par les

immigrés espagnols, et tous les immigrés, soit une réalité.

Nous rappelons la lutte que des travailleurs pakistanais, mauriciens et tunisiens mènent en ce moment pour faire aboutir leurs revendications de droit au travail, au logement digne, au salaire décent. Si la grève de la faim ne suffit pas, ils sont prêts à s'immoler par le feu. On poursuit les travailleurs immigrés, on les châtie et on les casse; alors qu'on laisse tranquille et libres les trafiquants de main-d'œuvre qui les trompent et les exploitent.

La lutte des travailleurs immigrés vise finalement à obtenir les mêmes droits que les travailleurs français, y compris les droits politiques.

Travailleurs espagnols, nous restons très attentifs à tout ce qui se passe en Espagne. Pensant au retour, le lien avec la classe ouvrière en Espagne est nécessaire et doit se fortifier.

L'union fait la force; alors luttons ensemble pour atteindre ce que nous criions dans les manifestations quand nous descendons dans la rue: «Pas de frontières pour la classe ouvrière».

5

A partir de personnes et de réalités précises, nous avons été témoins de ce que les travailleurs immigrés vivent et expriment.

Voici les éléments de leur langage qui ont retenu notre attention

- L'obligation de l'immigration pour travailler et pouvoir vivre.

- En négatif: à cause de la peur, de la répression politique, «la frontière n'est pas loin»:

- hésitation à rejoindre les actions ouvrières,

- hésitations à utiliser leurs droits (heures de délégation),

- paralysie,

- conscience de ne pas avoir les mêmes droits,

- méfiance, en même temps qu'ils dénoncent le manque de confiance à leur égard,

- racism, ségrégation, ressentis au travail et dans toute leur vie,
- différence qu'ils ressentent entre la façon dont on les regarde «au fond» (où on a besoin de l'étranger), et hors du boulot,
- situation de dépendance entretenue par le fait que des gens font ou décident pour eux (papiers, organisation du travail).

- Les immigrés emploient des mots du Mouvement ouvrier français (capitalisme, exploitation, syndicat, lutte).

Dans leurs tracts et leurs affiches s'exprime la solidarité d'une même classe ouvrière.

Intégration vraie dans les organisations ouvrières, dont ils voient l'importance, tout en reconnaissant les limites. Réalisme et fidélité. «Je ne retourne pas ma veste; c'est ma vie».

Leur appartenance à une organisation entraîne le développement de la conscience de classe. «Algériens et Français = même classe ouvrière».

- Des jeunes sont capables de prendre une responsabilité de délégués du personnel.

Ils vivent cette responsabilité encore plus difficilement que des délégués français.

Ils ont conscience de leur fonction pour en mettre d'autres en route.

Le témoignage d'un travailleur étranger qui a eu une vie militante a du poids sur d'autres travailleurs étrangers.

Qualité (authenticité) humaine, quand l'engagement et les raisons de vivre ne font qu'un.

Fierté d'appartenir à une organisation ouvrière dans laquelle ils ont été amenés à vivre une vraie fraternité.

- Un changement relativement récent:

- ils parlent davantage de leurs conditions, de leurs luttes,
- importance de leur cotisation,
- ils se manifestent davantage,
- leur engagement: noms sur des listes; revendication pour avoir leur école.

- Leur joie de se retrouver ensemble. Ils s'organisent entre eux

- à partir d'un évènement (bus gratuit),
- lancés par un militant de chez eux,
- pour faire part de leur culture,
- et ensuite, action dans une organisation.

Réactions à tous les âges. Des gosses: «C'est pas juste qu'on n'ait pas l'électricité».

Souci de prendre leur vie en main, leur vie d'aujourd'hui (ils demandent

une alphabétisation davantage et en lien avec leurs besoins de tous les jours).

Différence entre ceux qui sont éveillés au collectif (utilisant le langage d'aujourd'hui), et les autres (résignés, vivant avec leurs souvenirs).

- Appartenance à un peuple, avec son histoire, sa culture.

Leur sens de l'histoire qui leur donne une espérance.

Le poids de l'histoire de leur peuple se fait sentir

- en positif: ils sont militants si les parents y étaient,
- en négatif: ils sont prudents si leurs parents y étaient.

- Devant des attitudes racistes, ils vivent la solidarité avec d'autres travailleurs étrangers, et cela leur redonne la fierté de ce qu'ils sont. Revendication de l'égalité:

- parce qu'ils ont de quoi être considérés comme des égaux (fierté, dignité).
- parce qu'ils ont les mêmes droits.

Ils réclament le respect, l'honneur, pour eux et leurs enfants. Ce que les adultes endurent pour eux-mêmes. Ils ne le veulent pas pour leurs enfants.

- Ils se sentent quelqu'un quand ils sont accueillis.

Importance de *dire*, d'être écouté.

- Importance du mot juste, concret, qui fait corps à leur vie.

- Un langage qui exprime la dureté de la vie, le côté manuel de leur travail. Langage des cadeaux, de la cuisine, du «boire».

- Certains sont débridés parce qu'il n'y a plus de garde-fous comme chez eux.

- Remise en cause du système clérical oppressant.

- Valorisation des femmes qui participent à une action sur le quartier.

- L'argent:

- c'est dur de l'avoir
- il passe parfois avant l'amitié,
- on le gagne pour nos enfants.

- La naturalisation est parfois vécue pour échapper à une situation difficile.

Notre participation à la vie des mouvements nous a aidés dans la prise au sérieux du langage des immigrés

- Dans une équipe d'A.C.O., le partage, le compagnonnage pendant 10 ans avec une immigrée espagnole qui rend attentif à la vie des travailleurs étrangers,

- l'A.C.O. a permis de prendre au sérieux les organisations ouvrières qui aident des travailleurs à se mettre en route, à se dépasser, à vivre une fraternité, une solidarité.

- L'A.C.O. a aidé à regarder toute la vie ouvrière des immigrés, pas seulement le travail, mais l'habitat, la vie scolaire....

- L'A.C.O. et la J.O.C. font découvrir qu'elles existent aussi au Portugal.

- Lecture du compte-rendu du Comité de secteur A.C.O., où la vie des travailleurs étrangers a toute sa place,

- Le respect des phrases des travailleurs, le fait de noter, a été appris dans les mouvements.

Et dans l'accueil en pastorale ordinaire, on ne reste pas enfermé dans la demande de sacrements; on saisit mieux ce qu'ils disent.

- Les pages des journaux d'A.C.S. sur les travailleurs immigrés. *Testimunho et Juventude Operaria*.

- La place que savent faire l'A.C.E. et la J.O.C.F. aux enfants et aux jeunes étrangers, dans chacun de leurs rassemblements,

- «Avec le Meeting des apprentis en tête, je fais davantage attention à la valeur qu'ils attachent à leur avenir professionnel, au fait de savoir un métier».

- «Au lieu de faire du dépannage, je renvoie des travailleurs à leurs organisations».

Ce qui a permis que, dans la rencontre pastorale, le langage des immigrés soit pris en compte

- Il a fallu une amitié, une proximité:

- apprentissage de la langue
- un service: l'alphabétisation.

- Il a fallu un désintéressement, un enracinement dans le quartier (visites, actions avec les travailleurs sociaux).

- une qualité d'écoute, de respect de ce qu'ils pensent, une attention à l'évènement,

- Un certain visage d'Eglise, différent de la mission traditionnelle. L'histoire de l'Eglise sur un coin, avec présence de P.O., de militants d'A.C.O.

- Il a fallu une certaine prise de conscience et la volonté de rejoindre les travailleurs immigrés:

Il nous arrive de vivre dans un secteur à forte densité d'immigrés. Ces nations, quelle Eglise rencontrent-elles?

Les immigrés sont pratiquement tous de la classe ouvrière, ils sont souvent les plus paumés. L'Eglise, que nous savons déjà présente en classe ouvrière, quel visage donne-t-elle?

Concrètement, pour une équipe, ces questions ont conduit à l'ouverture d'un atelier «immigrés», avec 3 pistes de recherche:

- Il y a leurs conditions de vie... Comment ils partagent leur vie entre eux, et s'organisent entre eux?
- Le Mouvement ouvrier porte le souci des travailleurs immigrés, en les respectant, en leur permettant de grandir. Comment eux le perçoivent-ils? et nous?
- Les travailleurs immigrés et l'Eglise. Quelles questions nous posent-ils? Quelles questions cela nous pose?
- Notre solidarité avec le Mouvement ouvrier entraîne des découvertes qui deviennent des convictions:
 - sa visée toujours internationale,
 - la lutte permanente contre le racisme,
 - le respect des particularités nationales des immigrés, mais attention, ils sont des exploités comme les autres.

Rencontres occasionnelles

- Il y a des partages, des dialogues qui sont des célébrations, quand il y a intensité de vie par rapport à toute une lutte, à une foule de copains,
- Avec la lecture de *Testimunho*: «C'est tout-à-fait ça qu'on vit».
- Tout ce que vous dites, d'autres aussi le vivent et se disent «croyants».
- «La foi, c'est comme ton amour pour ta femme et ton petit; t'as pas besoin de le dire tout le temps»,
- «Ça c'est vrai, ça se voit que je les aime. La foi c'est comme l'amour, c'est la vie».
- «Quand je rencontre des Arabes (rencontres suivies), je ne prétends pas être Pierre, mais je suis toujours chez Corneille. L'esprit est à l'œuvre chez eux. Ce que je découvre, je le leur soligne pour qu'ils ne passent pas à côté de toutes leurs richesses. Mais je ne peux pas aller plus loin».
- Le partage de la foi avec les Arabes est infime, puisque Jésus-Christ n'est pas reconnu. Il se situe au niveau du «tous frères» et de la foi en Dieu qu'on ne peut pas nommer.

Notre participation à la vie des mouvements nous a aidés dans le partage de foi avec les travailleurs

- Les mouvements, en nous rendant attentifs aux «valeurs», nous font lire la démarche pascale du Christ. Par cette démarche d'attention à la vie, les Mouvements nous aident à lire quelque chose qui n'est pas lisible au premier coup d'œil,
- Les réunions d'aumôneries nous aident dans cette recherche de Dieu, et nous obligent à chercher en dehors du culte, à voir l'expérience humaine.
- La préoccupation des Mouvements exprimée dans leur presse,
- Valeur du temps: il faut du temps pour faire le lien avec Jésus-Christ comme il faut du temps dans les organisations, et de la part des militants.
- Dans *Masses Ouvrières* n° 324 p. 48, une phrase qui est le fruit de l'expérience des Mouvements: Dieu ne peut parler aux travailleurs qu'à travers ce qui est 'parlant' pour eux. C'est ce qui parle le plus fort de l'homme, de son espérance, de sa liberté de son désir d'aimer en vérité, qui est le plus porteur de cette Parole de Salut».

Quel type de pastorales voulons-nous développer?

- 1) Dans une attitude de serviteur, accueil de leur langage pour retrouver le langage de Dieu, et puisque c'est à partir de là que se fera le partage de la foi, dans les célébrations. Accueil du langage qu'ils comprennent dans le Mouvement ouvrier. Respect du «ce qui est 'parlant' pour eux». Si nous sommes gênés avec la langue, nous avons d'autres langages: des expressions de solidarité, d'amitié, des gestes qui ne trompent pas. Sortir de chez soi, pour s'enraciner chez eux. Les rencontrer pour pouvoir proposer.
- 2) Prise au sérieux de ce que des organisations ouvrières, leurs organisations propres, des municipalités et des partis politiques, veulent faire avec les travailleurs étrangers. Ne pas les voir comme des isolés, ils font partie du monde des travailleurs.
- 3) Dialogue avec les Mouvements et mise en lien avec eux.

- 4) Que le sérieux de notre ministère auprès des immigrés soit reconnu.
 - Il est à vivre en cohérence avec notre travail en A.C.S.
 - Ce n'est pas un job que l'on concède volontiers à tel ou tel prêtre, d'où - Nécessité d'un collectif de prêtres:
 - pour réfléchir (ateliers révisions de vie),
 - à sensibiliser.
- 5) Dans l'accueil en pastorale ordinaire, assouplir nos exigences, notre juridisme et célébrer leur vie (ne pas laisser la beauté des célébrations uniquement à la catéchèse).
- 6) Attention au moment des nominations.

6

I - NOUS AVONS ETE TEMOINS DE LA REALITE POLITIQUE, VECUE ET EXPRIMEE PAR LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Il y a ceux qui manifestent une conscience politique très développée

Les élus parmi les résidents des foyers Sonacotra ont leur organisation avec un comité de coordination au plan national, regroupant 29 nationalités. Mais, localement, ils sont souvent noyautés par l'extrême gauche.

Ceux qui appartiennent à un parti politique qui a été et continue d'être le soutien de la lutte pour l'indépendance. Ils refusent de subir l'immigration:

- «Jusqu'à présent, notre travail a servi les pays riches».
- «Mais un jour, notre pays deviendra aussi riche que la France».
- Ils apprennent la langue du pays d'origine
 - . pour rester en lien avec lui
 - . pour le jour où l'on n'aura plus besoin d'eux ici.

Il y a ceux qui agissent en lien avec la CSCV et la fédération CORNEC pour que leurs enfants puissent apprendre leur langue maternelle dans les CES.

Les réfugiés politiques espagnols, militant à l'extrême gauche, dont le statut de réfugiés est limité dans le temps.

- Ils connaissent la répression: sont «mis à l'ombre» à l'île d'Yeu, à l'occasion de tel ou tel événement, de telle visite en France.
- Ils connaissent la difficulté de réinsertion à leur sortie de prison: du mal pour obtenir leur carte de travail.
- Difficultés dans les démarches administratives: inquisition dans le questionnaire.
- Refusant de s'en sortir seuls, ils ont des associations d'immigrés très fortes, avec le culte de ceux qui sont morts pour la libération de leur pays.
- Ils ont de la sympathie pour le PC et pour les organisations syndicales.

Ils sont marqués par la situation politique de leur pays

- La tension Algérie-Maroc est répercutée en France: dans une école, une institutrice algérienne est retirée, par son consulat, d'une classe où elle enseignait à la fois à des enfants algériens et à des enfants marocains.
- Les marocains, appartenant à un parti de gauche, savent que la prison les attend s'ils retournent dans leur pays.
- Les Portugais suivent de très près les événements de chez eux. Ils sont sensibles à l'évolution qui se passe chez eux.

Il se sont préoccupés de pouvoir voter à leurs législatives de 1976.

Ils soutiennent d'ici la défense des coopératives agricoles au Portugal, face aux anciens propriétaires qui veulent les récupérer.

Ils expriment leurs convictions politiques, ce qu'ils ne faisaient jusque là.

- Les Turcs sont informés de ce qui se passe chez eux par leurs journaux, bulletins, tracts. Ils sont sympathisants du PC dans leurs engagements, mais ils connaissent l'isolement dans leur communauté, pas engagée.

Ils sont marqués par la politique de la France, face à la crise de l'emploi

Devant la proposition française de retourner dans leur pays avec un million, certains s'informent, prennent la parole pour dire qu'ils ne sont pas d'accord, demandent des explications sur les accords passés entre les gouvernements, pour leur réinsertion dans leur pays.

Mais, cette proposition gouvernementale française engendre aussi:

- La peur de se retrouver sans travail.
- La peur d'être frappé d'une mesure d'expulsion.
- Leur réserve souvent, même quand ils étaient devenus «fer de lance» dans l'action du mouvement ouvrier.



Une autre réalité politique, chez les italiens du Sud

- «La politique c'est l'affaire des autres, c'est pas la nôtre».
- Quand les jeunes déçus «de ne pas faire le poids» dans la société, expriment leur choix, les parents pensent que se placer à gauche, c'est dangereux pour des jeunes qui doivent faire leur avenir en France.

L'immigré est en situation politique permanente dans le pays où il vit. Tout entier, il est politique, et pas seulement devant tel événement.

II - POUR POUVOIR ETRE AINSI TEMOINS, QUELLES ONT ETE NOS ATTITUDES DE PRETRES

- Présence
- Cheminement
- Partage de ce qui est vital pour eux: l'éducation et l'avenir de leurs enfants.
- Attention à tout ce qui fait leur vie.
- Attitude d'écoute et de communion, puisque toute leur vie est prise en compte par le mouvement ouvrier.
- Le souci de dépasser le dépannage, en étant à l'écoute du mouvement ouvrier pour éveiller à autre chose.
- Le réalisme du mouvement ouvrier a permis de ne pas aller trop vite, pour ne pas «griller» des militants par rapport à leurs communautés naturelles, moins engagées qu'eux.

Et nous avons, nous, à maintenir le contact avec l'ensemble de la communauté des immigrés.

- L'action avec des travailleurs immigrés a été possible, à la suite de contacts fréquents.
- Tel prêtre a été amené à prendre un engagement plus précis, à l'ASTI par exemple, pour ne plus être tenté par le dépannage et le dépannage individuel.
- Un autre a été interpellé par les travailleurs immigrés pour accepter une responsabilité à l'ASTI. Il accepta, parce que c'était dans la logique de l'accompagnement, mais pour un temps, avec la volonté de favoriser l'expression des travailleurs immigrés, et avec le souhait de voir un laïc être rapidement en mesure de le remplacer.
- Souci de mettre en lien avec les mouvements apostoliques des trois âges.
- Dans une attitude de disponibilité, il est bon de savoir se faire pauvres, dans notre style de rencontre avec eux.

III - QUESTIONS RETENUES POUR
L'AVENIR, devant la réalité poli-
tique, vécue par les travailleurs
immigrés

- N'avons nous pas à nous méfier de notre façon de manier le «pouvoir» que nous avons vis-à-vis des étrangers?
- . N'utilise-t-on pas ce qu'ils disent pour en tirer des conclusions, plus vite qu'eux-même ne le font?
- . N'avons-nous pas plus d'audace, avec les meilleures intentions, pour proposer aux jeunes la rencontre avec les mouvements, alors que la même hardiesse ne nous habite pas devant les jeunes français?
- Respectons-nous assez leur autonomie?
- De même que nous essayons d'accueillir les différents courants du mouvement ouvrier, tenons-nous assez compte des forces politiques diverses qui existent chez les travailleurs immigrés?

À la suite de la recherche sur «L'ACCUEIL DU RELIGIEUX» dans la vie des travailleurs immigrés et de leurs familles, voici les questions qui se sont dégagées:

1) Nous avons prévu l'organisation de la catéchèse, la préparation au baptême et au mariage.

Or, eux essayent de passer entre les mailles, ou abandonnent, ou font appel à leurs aumôniers étrangers.

- Pourquoi? Quelle question cela nous pose?
- Ne veut-on pas aller trop vite, en leur imposant notre manière de faire, sans tenir compte de leur passé familial, national, religieux?

. Ne risque-t-on pas de passer trop vite sur une connaissance vraie de Jésus-Christ, qu'ils ont acquise dans leur pays?

. Faisons-nous attention à leur vie intérieure, à leur spiritualité de type familial, qui n'est pas seulement de la religiosité?

. Ne répondons-nous pas du bout des lèvres à leurs demandes religieuses, en désirant être plus attentifs à une conscientisation ouvrière?

- Est-ce qu'il ne faut pas éviter avec eux certaines maladresses, commises avec les travailleurs français?

Les exigences présentées au niveau

de la préparation des sacrements ne pénalisent-elles pas les plus pauvres?

2) Dans les célébrations, notre compagnonage, notre partage habituel avec ceux que nous connaissons bien, vont faire partie de la célébration. Mais, que connaissons-nous du contenu de la vie de ceux que nous ne rencontrons qu'au moment de la demande, pour qu'il devienne le contenu du rite?

3) Comment veiller à ce que nos contacts avec les immigrés ne soient pas seulement individuels (prêtre et tel foyer)?

Comment les rencontrer dans leur communauté naturelle, comment favoriser des rencontres de groupes où ils peuvent s'exprimer plus librement devant le prêtre?

4) L'utilisation des moyens dans leur langue (albums de préparation, Testimonio) a-t-elle lieu?

5) A l'occasion des fêtes, dans certaines circonstances, comment permettre qu'une communauté française accueille l'expression religieuse de la communauté étrangère?

6) Ils donnent de l'importance à la fête. Cette fête trouve-t-elle sa place dans notre liturgie, souvent dépourvue?

7) Face aux demandes de baptême par un foyer mixte franco-musulman - quelle chance l'enfant aura-t-il de connaître la foi chrétienne, dans quelle communauté de croyants?

- Le sacrement va-t-il être reçu seulement comme un rite individuel, ou sera-t-il aussi l'insertion dans une communauté?

- La proposition que nous faisons d'un baptême par étapes n'est-elle pas reçue comme un refus pur et simple, comme une pénalité parce qu'on vit avec un musulman?

«Plusieurs mois après la première annonce par le gouvernement de nouvelles mesures concernant l'immigration, il nous parût nécessaire en tant que cadres et chrétiens d'en effectuer, à froid, une analyse claire sur le double plan de l'efficacité économique et de la justice sociale.

Si l'immigration doit diminuer à long terme, il n'en reste pas moins que la économie française a, depuis de nombreuses années, fait appel à ces «coopérants à notre développement» que sont les travailleurs immigrés et que les conséquences d'un renversement brutal de politique doivent être bien appréciées.

Du point de vue de la situation et de la structure de l'emploi dans notre pays, les mesures annoncées seront certainement illusoire et nécessitent par ailleurs des changements qui ne doivent pas être sous-estimés.

— Elles sont d'abord illusoire car notre expérience nous permet d'affirmer que ce n'est pas le départ de plusieurs centaines de milliers de travailleurs immigrés qui permettrait de résoudre le problème du chômage en France.

Les conditions de travail, de qualification, de rémunération des travailleurs immigrés sont telles que peu de postes libérés par ces derniers seraient, dans les mêmes conditions, occupées par des Français: des études récentes l'ont souligné (taux de remplacement 20 à 30%) et nous savons bien, professionnellement, qu'il est très difficile de remplacer par un Français un travailleur immigré à la chaîne, dans une fonderie, sur un chantier de travaux publics, à moins de modifier radicalement le travail et son environnement.

Par ailleurs, il est fort peu probable que les retours volontaires des travailleurs immigrés dans leurs pays soient très nombreux, tout au moins dans l'immédiat. Les causes pour lesquelles ils sont venus chercher du travail en France n'ayant pas changé, on ne voit pas ce qui, à part des pressions à la limite de la contrainte, pourrait les amener à répondre en masse aux espoirs du gouvernement.

Il nous paraît donc contraire à la vérité, dangereuse pour les relations entre la population française et ceux qu'elle a fait venir et qui risquent d'être pris comme «boucs émissaires», et démobilisateur pour ceux qui étaient engagés dans une action d'amélioration de la condition des travailleurs immigrés de penser ou laisser croire que le départ des travailleurs immigrés peut être important et améliorer sensiblement la situation de l'emploi.

— Si, d'un autre point de vue, ce départ est souhaité, comme il est parfois

dit, pour favoriser la revalorisation du travail manuel, les conséquences de ce choix doivent être précisément évaluées et, à ce propos, les deux questions essentielles suivantes doivent être préalablement éclaircies:

1) A-t-on étudié la revalorisation des rémunérations des postes tenus par des travailleurs immigrés qui serait rendue impérative pour espérer un remplacement par des Français? Quel serait le coût pour l'économie nationale d'une telle revalorisation? Est-elle en mesure de le supporter dans l'immediat et prête à le payer?

2) A-t-on essayé de chiffrer les investissements de substitution du capital au travail là où, en tout état de cause, une occupation par des Français s'avérerait impossible? Sont-ils possibles et souhaitables dans la situation économique actuelle?

Tant qu'à ces questions il n'aura pas été répondu, l'impact sur l'économie nationale des mesures d'incitation au retour ne pourra être jugé.

Illusoires et non évaluées sur le plan économique, ces mesures choquent notre conscience de chrétiens pour trois raisons:

- Elles sont d'abord non conformes à l'équité. Allouer un pécule de 10.000 F à des travailleurs qui sont souvent depuis de nombreuses années en France ne couvre qu'une très petite partie de l'ensemble des droits sociaux qu'ils ont acquis et pour lesquels ils ont cotisé.

- Ces mesures, d'autre part, mettent pour trois ans l'immigration familiale sous condition: aucun membre de la famille ne sera demandeur d'emploi pendant la période considérée. Quels que soient les problèmes que peut poser une immigration familiale, il est du devoir de la communauté française qui a fait venir les hommes dont elle a besoin de leur assurer la possibilité d'une vie normale à part entière; en particulier le droit au travail, comme à tout individu. Il est par ailleurs contradictoire de souligner, comme le font certains, le risque d'une présence étrangère, jeune et masculine, et en même temps d'empêcher la réduction de ces risques.

- Les décisions prises l'ont été, à notre connaissance, sans consultation préalable et sans concertation avec les pays d'origine des travailleurs immigrés: nous ne pouvons pas admettre cette absence de dialogue et de souci de solidarité. La France qui est à l'origine du dialogue Nord-Sud et marque, officiellement du moins, sa volonté de participer au développement des plus pauvres, ne peut, sans paraître égoïste, exporter sans vergogne ses problèmes dans les pays du tiers monde.

C'est en fonction de ces éléments que nous demandons l'abrogation de ces mesures et que nous invitons tous ceux en contact avec les réalités de l'émigration à réfléchir sur son rôle dans l'économie française et à traduire dans les faits les exigences de justice et de solidarité à l'égard des travailleurs immigrés.

Il nous paraît enfin nécessaire qu'au-delà réflexions internes aux diverses organisations un large débat public s instaure sur cette question, que grâce à lui des solutions conformes à l'équité et à l'intérêt de tous soient apportées aux problèmes que soulève l'immigration».

R. Casmitjana et F. Raugel
Responsables de la Commission des
Travailleurs immigrés du MCC
(Mouvement des Cadre, ingénieurs
et dirigeants chrétiens)

La Croix du 24.1.78

8

INTERROGATIONS... SUR L'IMMIGRATION

Si vous parlez d'immigré, deux thèmes surgissent:

- personne plus ou moins en difficulté dans la Société,
- différences culturelles.

Il faut dépasser ces aspects pour situer le phénomène migratoire dans l'histoire et en rechercher les causes. On découvre alors que la France a fait appel à une main-d'œuvre immigrée selon les besoins de son économie. Ce rôle purement économique imposé à l'immigré tend à lui enlever toute possibilité d'avoir une autre existence sociale que celle de *travailleur*.

Il est tenu à l'écart de la vie sociale (limitation du droit d'association, marginalisation dans l'emploi, l'habitat, la culture, pas de droit de vote, etc...), il reste un étranger. L'immigré appartient donc à une double catégorie: ouvrier..., étranger. Il vit aussi dans une situation de double exil par rapport:

- à son pays d'origine
- à la société d'immigration.

DEUX QUESTIONS

- Cette réduction des immigrés à une fonction de production est-elle acceptable pour un chrétien?
- Certains militants chrétiens tiennent-ils toujours assez compte de la double catégorisation vécue par les immigrés?

Pour approfondir un peu l'analyse, il faut tenir compte de 3 éléments:

- * La stratification du marché du travail: l'immigration constitue une réserve pour les emplois non qualifiés?
- * La hiérarchisation du marché du travail par nationalité: ne sommes-nous pas en train d'installer chez nous un système discriminatoire de type colonial?

- * Le milieu ouvrier français est le plus proche de celui des immigrés... La situation de crise économique fait ressentir cette proximité comme une rivalité et cela est source de racisme?

La présence des immigrés et leur maintien sans qualification (92% des travailleurs immigrés sont des ouvriers) modifient les structures économiques et sociales de la France.

«La croissance économique française a été assurée par une immigration de masse qui a développé une forme de société d'élite, c'est à dire une société qui laisse les postes les plus mauvais aux travailleurs des pays en voie de développement».

DEUX QUESTIONS APPARAISSENT

«Une action au niveau de la charité qui n'est pas doublée d'une action au niveau politique ne ferait-elle pas que permettre à ces mécanismes de survie?»

«Toute immigration de masse est fautive d'histoire, elle modèle l'évolution de la nation où elle s'installe, mais c'est aux hommes à décider en quel sens: Immigrés et Français, formerons-nous des 'ghettos sous-culturels'? ou saurons-nous 'intégrer' cette dimension internationale afin que les 'groupe minoritaires se transforment en nouvelles expressions de la culture française dans une France pluraliste?».

9

APPEL AUX CHRETIENS D'ALSACE

L'actualité attire notre attention sur la situation des migrants. Leur travail et leur présence parmi nous contribuent au développement et à l'avenir de notre pays.

Leur nombre est important: ils sont 119.292 en Alsace, (au 1.1.77) dont 30.900 dans l'agglomération de Strasbourg. Ils représentent 24,9% des ouvriers du bâtiment, plus de 20% des travailleurs de Peugeot-Mulhouse.

La plupart d'entre eux assurent les tâches les plus ingrates et sont les premières victimes de la crise. Un racisme latent se développe, des manifestations hostiles ne sont pas rares.

Provoqués par cette réalité et interpellés par la Parole de Dieu «l'étranger qui réside parmi vous seras pour vous comme un compatriote: tu l'aimeras comme toi-même» (Lévitique 19,34), les prêtres d'Alsace réunis en Conseil de Presbyterium ne peuvent rester indifférents.

Ils constatent que

- de nombreuses personnes et organisations contribuent déjà à l'accueil et au soutien effectif des étrangers sur les lieux de travail, à l'école, dans les quartiers et auprès des administrations;
 - des travailleurs immigrés prennent conscience de leur valeur et essaient de faire entendre leur voix;
 - des responsables d'Eglises et des groupes de chrétiens se sont efforcés d'alerter l'opinion publique à ce sujet;
- Conscients de la complexité des problèmes soulevés par l'immigration, ils sont portant amenés à dénoncer
- les mentalités et comportements racistes allant parfois jusqu'aux violences
 - l'exploitation des immigrés, souvent réduits à être de simples instruments de production
 - l'impossibilité pratique dans laquelle beaucoup se trouvent pour défendre leurs droits
 - les manoeuvres et pressions empêchant leur regroupement légitime dans les associations et syndicats de leur choix.

Ils appellent à reconnaître non seulement l'apport indispensable du travail des migrants pour notre économie, mais aussi leurs richesses culturelles propres:

la qualité de leur hospitalité, à leur sens de la grande famille, à leurs gestes d'amitié simples et directs, à l'attachement à leur foi malgré les difficultés.

Ils invitent les membres de leurs communautés

- à s'informer sérieusement sur la pré-

sence et la situation des immigrés de leur région

- à aller au-delà des actions de dépannage et d'entraide
- à chercher à comprendre les mécanismes qui conditionnent l'immigration
- à apporter leur appui aux justes revendications des immigrés concernant
 - . le droit au travail et à la formation professionnelle
 - . des conditions de travail et de logement qui respectent leur dignité
 - . le droit au regroupement familial
- le droit d'être représenté et élu dans les organismes d'ordre professionnel et syndical
 - . la participation sous des formes diverses à la vie communale
 - . la participation à la vie associative sans discriminations par rapport aux Français
 - . les moyens d'exprimer et d'enseigner leur propre culture

Ils sont particulièrement attentifs aux aspirations religieuses des immigrés:

- Pour leurs frères musulmans, ils demandent le respects de leur croyance et la possibilité concrète de vivre leur foi dans la fidélité
- pour leurs frères chrétiens, ils lancent un appel pressant à édifier de vraies communautés plus accueillantes et plus mûres, où la reconnaissance de l'autre, le partage avec l'autre devienne la règle de vie.

L'Eglise en Alsace ne sera pleinement catholique que si elle s'ouvre et se laisse renouveler par cette diversité des peuples et des cultures.

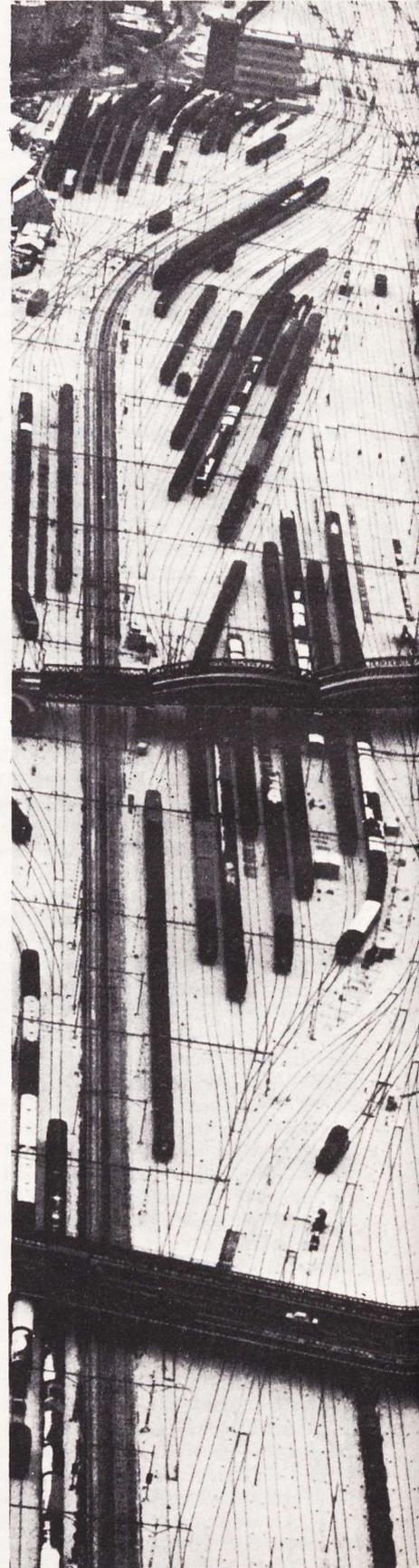
10

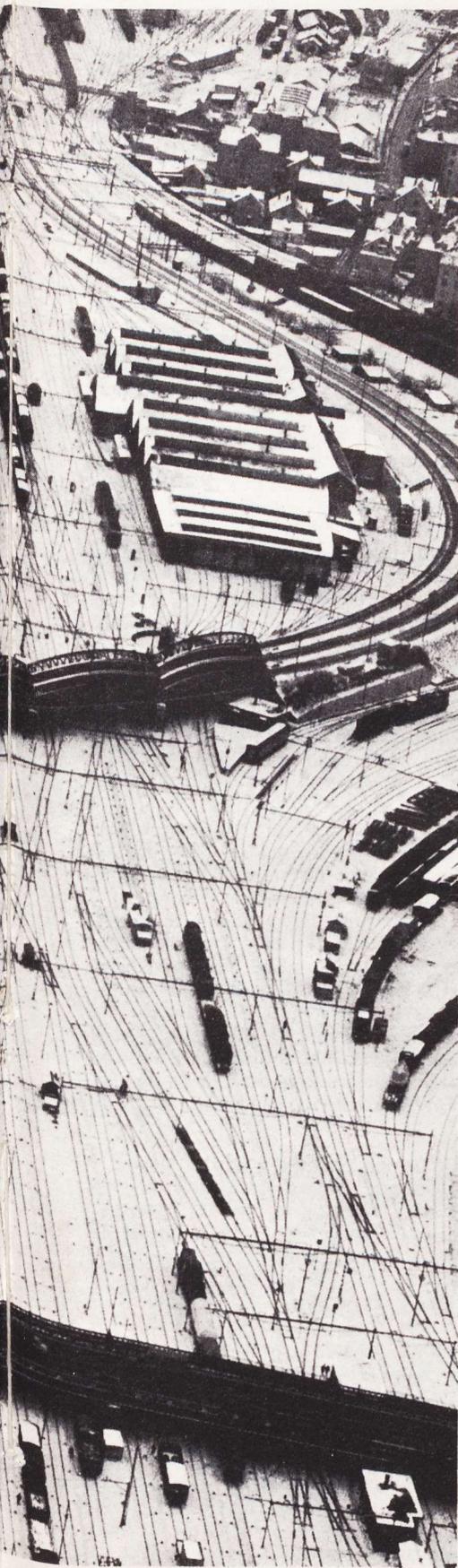
«A Temps et à Contre Temps»
2° Tim. IV-2

«Je ne suis pas raciste, mais...»

«Je ne suis pas raciste, mais je ne puis louer une chambre à un étudiant noir, les voisins ne l'accepteraient pas».

«Je ne suis pas raciste, mais je ne reçois pas d'Arabes dans mon bar, mes clients ne reviendraient plus».





«Je ne suis pas raciste, mais je trouve que ces immigrés encombrant nos chantiers, nos écoles, nos hôpitaux».

«Je ne suis pas raciste, mais ces juifs sont toujours les mêmes».

«Je ne suis pas raciste, mais, quand un gitan vient chiner à la maison, je me demande ce qu'il va chaparder».

«Je ne suis pas raciste, mais ces ouvriers... mais ces bourgeois...».

«Je ne suis pas raciste, mais je pense que l'on parle trop de racisme et que ce sont les pourfendeurs de racisme qui le font naître».

«Je ne suis pas raciste, mais...».

Chacun peu être ainsi surpris en flagrant-délit de déclarations ou d'attitudes, tantôt grossières, tantôt subtiles, qui affluent d'un subconscient collectif.

Je préfère mille fois une autre litanie :

«Je suis raciste, mais mon regard veille à ne pas s'assombrir lorsqu'il croise dans la rue un visage basané».

«Je suis raciste, mais je me méfie de la notion de «seuil de tolérance» que des sociologues ou des urbanistes ont imaginée, comme si, à partir d'un certain pourcentage d'étrangers, les réactions racistes devenaient inéluctables, voire normales».

«Je suis raciste, mais, en m'informant sur les conditions d'existence des travailleurs immigrés, je m'efforce de vaincre la peur de découvrir quelque chose qui va déranger ma vie».

«Je suis raciste, mais...»

Que de possibilités ouvertes devant nous pour exorciser ce démon raciste sans cesse renaissant qui erre en tous lieux et sous des masques de toutes couleurs, poussé par l'orgueil de tribu, de caste et de classe! Quelle tentation il faut vaincre pour ne pas devenir raciste en combattant les racistes!

De quel courage, de quelle ténacité il faut nous armer pour arrêter les «rumeurs» d'Orléans, d'Amiens ou de partout qui courent en colportant les préjugés les plus monstrueux, les stéréotypes les plus stupides! Quel bon sens il faut nourrir au moment où réapparaissent les théories qui prônent l'inégalité biologique des races et camouffient ainsi des privilèges à maintenir!

Si nous supportons mal la peau des autres, n'est-ce point parce que, sans l'avouer, nous nous sentons mal dans notre peau et que le phénomène raciste joue «la fonction miroir» qui révèle nos propres tensions? Si la marginalité excite notre compassion quand nous la contemplons de loin, pourquoi, sitôt qu'elle nous serre de trop près, provoque-t-elle des réflexes de défense?

Reconnaître que l'autre, dans sa différence, est vraiment mon égal, est un choix difficile aux conséquences infinies. C'est un choix évangélique, car dans le Christ il n'y a plus «ni étranger, ni émigré» (Eph. 2, 19), «ni esclave, ni homme libre» (Gal. 3, 28).

«Tous vous n'êtes qu'un en Jésus-Christ».

Le 15 janvier 1978

†Roger Etchegaray

11

Les évêques d'Ile-de-France:

Les évêques de la région Ile-de-France, témoins du traumatisme provoqué dans le monde des travailleurs migrants par l'arrêt de l'immigration familiale, tiennent à s'associer à la déclaration de Mgr. Saint-Gaudens, et rappellent le droit fondamental de tout homme à une vie familiale normale..

Cette prise de position des évêques doit faire réfléchir sur ce que signifie pour les travailleurs étrangers l'arrêt de ce qu'on appelle l'immigration familiale. Seuls échappent à cette mesure les Portugais, en raison d'un accord antérieurement conclu avec leur gouvernement, ainsi que les Vietnamiens et les Cam-podgiens, en considération de leur situation particulière.

Cette décision du gouvernement français interdit pendant trois ans aux travailleurs déjà installés en France de faire venir leur femme et leurs enfants, et tout aussi bien aux plus jeunes d'entre eux d'aller se marier «au pays» et de ramener leur épouse. Quel est le motif allégué? Ces femmes demanderaient à leur tour un emploi et encombreraient le marché du travail.

Il est certain que la période de crise que nous traversons ne permet pas d'ouvrir les frontières comme auparavant. Toutefois il reste que les mesures prises doivent respecter les exigences humaines fondamentales des migrants.

12

Même si ce respect impose à l'ensemble de la population française, un effort de solidarité. Il n'est que conforme à la responsabilité et à la dignité d'un gouvernement d'éveiller le pays à la conscience de ce devoir.

Cette disposition restrictive est difficile à concilier avec les affirmations répétées que «les droits sociaux» des travailleurs étrangers sont «les mêmes que ceux des travailleurs français» - à moins de considérer que le droit à une vie familiale normale ne constitue pas un droit social.

Il y a là plus qu'une maladresse de gestion ou que de l'irréalisme politique. Il y faut apparemment une bien faible estime ou une ignorance inquiétante de ce qu'apporte aux travailleurs immigrés leur vie conjugale et familiale. Singulièrement étrange: comment est-il possible d'en priver aussi froidement une partie d'entre eux et d'invoquer au même moment la «chaleur humaine» dont ils ont tous tant besoin?

Je ne sais si l'ensemble des migrants fera les frais, comme on nous l'annonce, de l'agitation de l'opinion publique. Mais enfin une injustice grave commise à l'égard de toute une catégorie de personnes n'en est-elle pas la cause?

Assurément tout n'est pas possible en politique. Le chiffres résistent, mais l'homme aussi.

C'est une leçon qui peut être utile à retenir.

Daniel Pézéril
évêque auxiliaire de Paris

N.B. - Pour *Paris-ville*, abstraction faite des Portugaises, il y a déjà au travail (chiffres du recensement de 1975): 16.445 Espagnoles, 2.500 italiennes, 1.690 Algériennes, 1.740 Marocaines, 2.035 Tunisiennes, 4.200 Yougoslaves, 14.495 «divers».

Il n'est pas imprudent de penser qu'elles assument des tâches souvent refusées par des Françaises.

Quant elles ne sont pas affiliées à la Sécurité Sociale, c'est très souvent du fait de leur employeur. Pourquoi ne pas sanctionner d'abord celui-ci?

Presence et Dialogue, 15.10.1977.

LES TRAVAILLEURS ETRANGERS

Appel des autorités religieuses d'Alsace-Lorraine

Lors de leur Assemblée œcuménique annuelle du 21 janvier 1977, les évêques et les présidents, responsables des Eglises catholique et protestantes en Alsace et en Moselle, réunis avec leur Conseil, ont été préoccupés des conditions de vie et d'accueil des plus démunis parmi les travailleurs étrangers, d'autant plus que ces conditions se trouvent aggravées par la situation économique présente.

Conscients de porter en commun la responsabilité de l'éveil des populations chrétiennes à la fraternité universelle, ils ont décidé d'adresser le message suivant à tous ceux qui, dans nos régions, se réclament de Jésus-Christ.

Et ils ont voulu leur faire parvenir cet appel en ce temps de l'année où le monde chrétien est invité à entrer dans le mystère de la Passion et de la Pâque du Christ.

Il nous paraît important de rappeler à nouveau aux chrétiens de nos Eglises, ainsi qu'à tous ceux qui voudront bien prêter attention à notre appel, les conditions difficiles dans lesquelles vivent les ouvriers migrants étrangers parmi nous. Ils représentent une proportion importante de notre population active et nous dépendons largement de leur labeur pour notre subsistance et notre bien-être. De leur côté, ils sont coupés de leur pays d'origine, le plus souvent privés de la présence de leurs familles, souvent mal accueillis dans un pays étranger; plus que nous, ils subissent les contrecoups de la crise économique actuelle. Les conditions de vie et de travail de ces frères étrangers nous concernent tous.

Vous connaissez l'ordre que Dieu adressait à son peuple à leur sujet: «Je suis le Seigneur, si un étranger vient séjourner parmi vous, dans votre pays, vous ne l'opprimerez pas. L'étranger parmi vous sera pour vous comme un compatriote, tu l'aimeras comme toi-même, car vous avez été étrangers au pays d'Egypte» (Lv. 19, 33-34). Et vous connaissez l'appel que Dieu adresse à chacun par cette parole de Jésus: «J'étais étranger et vous m'avez accueilli» (Mt. 25, 35).

Parmi les ouvriers étrangers, les plus démunis qui vivent et travaillent chez nous se trouvent les musulmans venus d'Afrique du Nord, d'Afrique noire, de Turquie et de Yougoslavie. Ils sont plus de 100.000 en Alsace et en Moselle, coupés de leur communauté religieuse d'origine.

Avec eux, nous sommes, jusque dans nos différences, de la descendance d'Abraham, le père des croyants, juifs, chrétiens et musulmans. L'Islam professe l'unicité du Dieu créateur, l'apostolat des prophètes, reconnaît en Jésus un envoyé de Dieu, révere Marie, annonce la résurrection et le jugement de Dieu.

La foi islamique est nourrie par un livre sacré, le Coran, transmis par le prophète Mohammed. Cette foi s'incarne en des rites d'une profonde valeur spirituelle centrée sur l'adoration et l'obéissance au Dieu unique: la profession de foi, la prière, l'aumône à l'égard des déshérités pour l'amour de Dieu, le jeûne du Ramadan, le pèlerinage à La Mecque. Le prophète Mohammed a entrepris un effort de promotion de l'homme que la morale islamique tente de prolonger dans la vie du croyant.

Si, dans le passé, une longue histoire de luttes et de combats a longtemps opposé chrétiens et musulmans, le temps est maintenant venu, comme nous y invitent le II Concile du Vatican et le Conseil œcuménique des Eglises, de surmonter les séquelles du passé et d'adopter à l'égard de nos frères musulmans une attitude positive. Il nous faut donc renoncer à toutes nos idées préconçues et à nos préjugés à leur égard, et rechercher, dans l'écoute, ce qu'ils ont à nous dire, de façon à comprendre du dedans les valeurs de leur foi et à être devant eux les vrais témoins de Jésus-Christ.

Avant toute chose, il importe, dans le contexte de l'accueil des travailleurs étrangers, de porter une particulière attention aux ouvriers musulmans, dans un esprit de respect et de fraternité, de multiplier avec eux les rencontres en vue d'un vrai dialogue et de les aider dans toute la mesure du possible à vivre leur foi dans la fidélité.

Mgr. L.-A. Elchinger,
évêque de Strasbourg

M. le pasteur Chr. Schmidt,
président du Conseil synodal
de l'Eglise réformée
d'Alsace et de Lorraine

Mgr. P. J. Schmitt,
évêque de Metz

M. le pasteur A. Appel
président du Directoire de
l'Eglise de la Confession
d'Augsbourg d'Alsace et de Lorraine

I - PRESENTATION GENERALE

Depuis dix ans maintenant, un effort de concertation se poursuit dans le 94 pour une pastorale des travailleurs immigrés en lien avec la pastorale française. Concrètement, que faisons-nous ?

1. Partage de nos contacts avec les travailleurs immigrés

Une trentaine de prêtres et de religieuses, en liens pastoraux ou professionnels avec les travailleurs immigrés, se réunissent régulièrement (mensuellement, pour un groupe, 4 ou 5 fois l'an pour l'autre). Cela permet :

* de mieux accueillir la vie des migrants, leurs problèmes, leurs difficultés mais aussi leur culture, leurs richesses : sens de la vie, de la fête, de l'accueil, de la famille. Notons que ces contacts ne se font pas seulement à l'occasion d'actes culturels, mais aussi dans la vie de travail de plusieurs d'entre nous et par l'habitat. Ces rencontres permettent de s'ouvrir aux chrétiens mais aussi aux musulmans.

* de découvrir comment certains s'éveillent à une responsabilité avec d'autres, ceci pouvant aller de l'aide désintéressée aux copains à la prise de responsabilité dans des associations et à la découverte du mouvement ouvrier avec engagement en son sein.

* de partager tout ce qui a été découvert :

- avec les autres prêtres et religieuses de nos équipes,
- avec les chrétiens des assemblées dominicales,
- au sein d'organisations diverses ou mouvements d'Action Catholique.

2. Efforts pour promouvoir un laïc

Notons d'abord que les mouvements d'Action Catholique en classe ouvrière en portent le souci permanent. En juin 77, le comité de secteur Seine-Sud-Est a provoqué une rencontre avec des militants portugais ; une autre est prévue en octobre. Dans bon nombre d'équipes d'ACE, de JOC et de JOCF, se rencontrent beaucoup de migrants. De notre part, nous voulons travailler avec ces mouvements ; plusieurs d'entre nous en font partie.

Un certain nombre d'équipes de réflexion (7, plus ou moins solides) sont nées au sein de communautés portugaises. Des rencontres de délégués leur permet d'être en lien entre eux. Ce sont ces délégués qui préparent et animent

une journée annuelle de partage et de réflexion chrétienne sur la vie (la 1^a a eu lieu en 74). Enfin, une fois par trimestre, les prêtres ou religieuses qui suivent ces équipes se retrouvent avec Manuel Pimentel (prêtre portugais venu en France à la demande de l'ACO et de son homologue portugaise la LOC) et René Giuliano, missionnaire du travail.

3. Les communautés ethniques

Elles sont une réalité. Tout en sachant le risque qu'elles ont de s'enfermer sur elles-mêmes, nous voulons les respecter dans leur désir de n'être pas coupées de leurs racines. Dans le même temps, nous pensons que doivent être aussi respectés les liens nouveaux qui se créent par l'école, l'habitat et le travail.

Dans le sens du respect des racines, notons tous les efforts faits pour apprendre à parler une autre langue et la présence dans l'équipe d'un italien et de quelques portugais.

Au plan culturel, il y a occasionnellement des messes célébrées en italien ou en espagnol, permettant un meilleur partage de foi. Et, d'une manière régulière - en général mensuellement - sont célébrées des messes franco-portugaises en 17 villes du diocèse. Ces messes ne résolvent pas tout et n'engagent pas l'avenir, mais elles nous paraissent conformes aux exigences de respect dû à ceux qui se sont exilés pour vivre.

II - QUE DISENT LES TRAVAILLEURS IMMIGRES DE LEUR VIE ?

Tant dans leur vie familiale que culturelle et dans leur vie de travail, ils sont marqués par des tensions et des souffrances, par des aspirations et des solidarités. Ce n'est pas une description de leur vie que nous entreprenons, mais la reprise de ce qui a été exprimé dans les diverses réunions dont nous venons de parler.

1. Vie de travail

* tensions

- beaucoup travaillent au pays depuis le plus jeune âge : « j'ai commencé à 9 ans ».
- travaux dangereux : « mon père, cofreux, dans une entreprise de travaux souterrains, a dû, pendant une semaine, travailler avec un masque à

cause d'une fuite de gaz ».

- beaucoup d'emplois non qualifiés. Les femmes, par exemple, sont employées de maison ou de sociétés de nettoyage. Beaucoup aussi travaillent quelques heures sans être déclarées.

- la qualification n'est pas reconnue : « je fais un travail de P2 ; sur ma carte de travail est écrit 'manœuvre' ».

- beaucoup d'heures supplémentaires : « nous sommes 7 ouvriers, nous faisons 54h. par semaine ». Parfois un second job s'ajoute au premier... pour boucler la fin du mois ou pour achever la maison au pays.

- tensions entre travailleurs immigrés provoqués par le chef ou par peur de perdre sa place.

- grand nombre d'accidents de travail. Les répercussions psychologiques pèsent sur toute la famille. Les infirmières vérifient souvent des cas de « sinistrose ». Les démarches administratives pour obtenir pensions ou stages de recyclage exigent des efforts démesurés, spécialement pour ceux qui savent peu lire ou parler le français.

* solidarités :

- dans cette vie de travail se manifeste très fort une prise de conscience d'appartenance à la classe ouvrière. Qui n'a pas remarqué leur participation croissante aux divers meetings ou manifestations ?

. malgré :

le manque de passé syndical dans leur pays (beaucoup, d'origine rurale, n'ont pas de passé ouvrier), la peur du politique,

la répression qui se traduit souvent par licenciement ou expulsion...

beaucoup, sans être syndiqués, sans être membres actifs d'organisations ouvrières, se montrent solidaires de leurs copains de boulot dans les conflits : « L. participe à une grève à la Défense pour empêcher le licenciement de 200 gars. Il exprime la joie de la victoire ». d.M. répond à son patron qui voulait l'acheter : « je ne veux pas devenir esclave de l'argent comme vous ». Et il s'efforce durant les repas d'encourager les copains. Ant. dit : « depuis l'émission télévisée 'à armes égales', l'immigré a fini de dire 'Amen' ».

. un certain nombre s'engagent et s'unissent pour la défense de leurs droits. « avant la création du syndicat, tout le monde avait peur et se méfiait. Maintenant, on parle plus à l'aise... Le 24 mai, on a réussi à faire la grève à 100% ». Dans le 94, les travailleurs immigrés ont pris ou

tiennent leur place dans de nombreux conflits du travail: Rocca, Alsthom, Miom, Fougerolles à l'Hôpital nouveau du cancer à Villejuif, personnel de nettoyage à l'Hôpital Mondor...

2. Vie de famille

* Les femmes les plus âgées sont bloquées par l'apprentissage de la langue; elles ne sortent presque pas et gardent même style de vie qu'au pays (Maghreb, Italie). Elles sont souvent mères de famille très nombreuse. D'où un grand déphasage par rapport au mari qui, lui, vit au dehors et par rapport aux enfants scolarisés.

* Plusieurs femmes désirent aller travailler, au moins quelques heures par jour, pour se sortir de l'atmosphère confinée de la cuisine, pour s'équilibrer, pour rencontrer d'autres personnes, bien plus que pour gagner de l'argent. «Ma belle-mère est venue, elle ne comprend comment on peut vivre ainsi renfermée dans la maison».

* Les jeunes, spécialement les filles, sont souvent écartelés entre deux mondes. Maria subit une forte tension: - d'une part, elle a beaucoup de responsabilités: l'aînée est scolarisée alors que les parents ne savent pas écrire, elle est quasi chef de famille pour toutes les démarches administratives et rencontres avec le médecin. Tous les samedis à 5h., elle va, de sa ville de grande banlieue à Paris acheter la viande chez Bernard. - d'autre part, elle est maintenue dans une grande dépendance des parents: les sorties et contacts sont interdits pour les loisirs et la vie personnelle.

* Nous rencontrons un sens extraordinaire de l'hospitalité et de l'entraide: «on ne laisse jamais tomber son frère». Cela dépasse souvent le cadre familial, régional ou même national. Parfois, cela va jusqu'à la prise de conscience de la réalité d'une cité: Après quatre mois de grève de charges locatives, X dit: «ce n'est que collectivement qu'on peut attaquer des problèmes qui sont collectifs».

3. Domaine scolaire et culturel

- les parents souffrent de ne pouvoir aider les enfants pour leurs études. Ils veulent en même temps qu'ils poursuivent leur scolarité pour s'en sortir.

- On constate souvent un fort retard scolaire, conduisant vite aux classes

aménagées ou d'orientation. Tous entre 6 et 10 ans n'apprennent pas forcément vite une nouvelle langue, surtout si le dépaysement les a perturbés psychologiquement.

- Peu de parents participent aux APE. N'a-t-on pas honte ou peur de s'exprimer quand on connaît peu la langue ou qu'on entend des réflexions peu amènes?

- Prend de plus en plus corps une lutte pour obtenir le respect de l'identité culturelle. Des associations sont fondées pour cela, avec ce que ça représente de démarches pour sensibiliser les compatriotes, persuader le consulat, l'inspection d'académie ou la mairie du bien-fondé d'un cours de langue pour les enfants... C'est l'affirmation d'une solidarité et de l'appartenance à un peuple.

Mais, par ailleurs, ce n'est pas sans danger: il y a risque d'évasion par rapport à d'autres responsabilités ou problèmes.

4. Liens avec le pays d'origine

- Une italienne: «même après 35 ans de présence, nous restons des étrangers; on garde un accent, on nous le fait sentir, on ne peut pas prendre notre place: il faut travailler, se taire, respecter le pays où nous habitons...».

- L'attachement au pays, les dures conditions de vie en France («ici, la vie est une prison») font rêver d'un retour incessant auquel on ne se décide pas, si ce c'est après de longues années...mais alors, les enfants demeurent en France! Ce rêve démolit pour la vie quotidienne et laisse irrésolus beaucoup de problèmes. Pour retourner, il faut avoir construit la maison qui exige beaucoup d'économies et pour laquelle on travaille pendant les vacances parfois plus qu'en France.

- «pendant les vacances au pays, on nous appelle 'les français'». La mentalité a changé de part et d'autre; malaise aussi par rapport à l'évolution sociale ou politique qu'on a peu ou pas suivie. De plus, après avoir été parmi les plus pauvres: «en a émigré pour vivre», on est suspecté ou jalosé car on apparaît comme des riches, comme ceux qui ont réussi. On est chez soi nulle part.

- Tout cela qui est partagé par le plus grand nombre favorise rapprochements et solidarité familiale ou régionale quelle que soit l'implantation en France. Quand surviennent les accidents de travail, les collectes sont immédiates et abondantes, l'entraide généreuse. Des Cap-verdiens, dispersés à Nanterre, Chatou, L'Haye, Melun... savent se retrouver et participer aux même réu-

nions ou célébrations.

- A cause de l'insécurité par rapport à l'avenir - combien de temps sera-t-il possible de rester en France - de plus en plus nombreux sont ceux qui, sérieusement, préparent leur retour: construction de la maison, formation professionnelle....

III - COMMENT LES TRAVAILLEURS IMMIGRES EXPRIMENT LEUR FOI

1. Cette vie de foi est profondément marquée par un passé

Passé religieux qui a une réelle dimension collective. «J'ai une foi, celle que j'ai reçue. C'est lié à ma culture». Réalité souvent affirmée que la foi est très liée au pays, enracinée dans la tradition locale beaucoup plus qu'à la vie quotidienne en France: boulot et voisinage seraient plutôt déracinement et empêchement.

«Je remarque la difficulté que nous avons de lier lutte et foi. Les travailleurs portugais croient que quand on lutte dans une entreprise, cela n'a rien à voir avec la vie de foi. L'Eglise au Portugal a marché pendant plusieurs années avec le fascisme et les plus riches».

Des femmes expriment leur souffrance de ne pouvoir pratiquer leur religion à cause des dures conditions de vie. Par contre, beaucoup de musulmans font ordinairement le ramadan.

A ce niveau, on constate qu'il existe un risque que la religion soit un lieu de refuge devant l'inadaptation et l'insécurité. N'y-t-il pas ambiguïté dans un certain nombre de demandes de cérémonies ou fêtes dans la langue du pays? Mais, le refus ou le non-respect de coutumes religieuses ne peuvent-ils pas bloquer certains cheminements? Ne faut-il pas en chercher le sens profond?

2. Foi imprégnant la vie quotidienne

«Le pain et le vin de l'autel, c'est tout notre vie».

«Quand on est dans la m..., on n'est pas chrétien si on ne réagit pas».

«Nous sommes frères dans le Christ; là où il y a le Christ, il n'y a pas d'injustice».

«Ne pas chercher seulement à ce que je vive, moi; mais que tous les autres aussi puissent vivre... c'est ainsi que

nous avons lutté pour obtenir une plus grande augmentation pour les plus petits salaires».

«Nous sommes tous frères; je n'ai jamais demandé pour moi seul, même quand le patron m'y poussait».

«Dieu partage son pain à tous, nous devons faire de même».

«Moi qui veux dans ma vie de travail prendre au sérieux ma foi chrétienne, je pensais durant ces jours de grève fatigant et usant pour les nerfs: finalement, si le Christ était ici maintenant, il serait avec nous à la porte de l'usine à battre la semelle à cause du froid avec nous tous parce que nous nous battons pour une plus grande justice, parce que nous luttons les uns pour les autres».

3. Croissance de la foi en Eglise

«On vit la solidarité en Eglise, on doit aussi la vivre avec les copains». Les diverses rencontres sont reconnues comme très importantes pour l'évolution et la croissance de la foi: «je suis tout autre depuis que je viens aux réunions».

Dans ces réunions on y dit sa vie qui est confrontée à la Parole de Dieu qui, à son tour, nous renvoie à la vie quotidienne. Suite à une lecture de l'Exode: «En ce temps-là, il y avait des esclaves, maintenant, nous sommes à la merci du patron». «Comment sommes-nous attentifs à ce qui se passe dans nos lieux de travail, dans le quartier, à l'école de nos enfants? Et comment vivons-nous notre foi en Jésus-Christ en toutes ces activités? Le même disait en mai 77 au cours de la rencontre annuelle «notre travail, nos luttes, nos réunions et le partage de nos vies, tout cela fait partie de la foi... Nous aujourd'hui, en participant à cette rencontre, nous vivons avec Lui».

4. Participation aux célébrations eucharistiques en classe ouvrière

Dans diverses villes, des portugais ont participé à des eucharisties organisées par les mouvements à l'occasion du début d'année ou du premier mai. Certains ont écrit par la suite pour dire leur joie et leur désir de continuer en prenant part à la préparation.

Suite à cette participation, dans une ville, en fin d'année, deux foyers ont été invités à la dernière rencontre d'ACO.

IV - NOS CONVICTIONS

1 - Tous, en Eglise, prêtres et laïcs, nous avons à accueillir les travailleurs immigrés, à porter le souci de leurs dures conditions de vie et de leur évangélisation. Les membres de l'équipe diocésaine de pastorale de l'immigration ne sont pas les spécialistes de cette réalité.

2) Le travailleur immigré est membre à part entière de la classe ouvrière. Il en partage la condition par son travail, son habitat...; il en est de plus en plus partie prenante. Cette condition de dépendance est renforcée par les problèmes d'adaptation (langue, coutumes...), par l'insécurité due au risque permanent d'expulsion et bien d'autres servitudes.

3 - En même temps, le travailleur immigré fait partie d'un peuple différent du nôtre. Il a des liens profonds avec d'autres que nous; il porte toute une richesse de culture et d'histoire. Nous avons la certitude qu'accueillir l'immigré, n'est pas accueillir un isolé. Nous sommes convaincus que ces liens doivent être respectés et favorisés pour qu'il puisse rester lui-même, fier de ses origines, sans pour autant être enfermé dans un ghetto.

4 - Nous croyons que cette présence internationale peut permettre de mieux bâtir une catholicité réelle et un enrichissement mutuel si nous acceptons de sortir de nos particularismes et de nous considérer comme des frères.

Ces convictions nous dictent un certain type de contact et d'agir.

a) nous croyons que notre tâche d'évangélisation doit se faire au maximum en lien avec les mouvements apostoliques de la classe ouvrière.

b) dans nos contacts, nous avons à être attentifs aux liens naturels qui sont les leurs, tant de leurs communautés d'origine que de leur condition ouvrière. S'il est facile d'entrer en contact avec eux à cause de leur accueil, nous pensons nécessaire de faire des choix et de privilégier ceux qui, davantage conscients de leurs responsabilités sont ainsi mieux préparés à une dimension apostolique.

Nous ne voulons pas créer artificiellement de liens au sein de communautés paroissiales.

c) dans notre agir, nous avons souvent rencontré la tentation d'agir pour les immigrés, à leur place, contribuant ainsi à en faire des marginalisés, des assistés. Nous croyons, au contraire, de

notre mission, de toujours favoriser la prise en main par eux-mêmes de leurs propres affaires, même si la solution est moins rapide.

d) avec les immigrés portugais, souvent issus de région rurale, marqués par une religiosité souvent teintée de résignation («il faut respecter le patron»), nous pensons souhaitable de favoriser (en dehors des rassemblements culturels) des rencontres de partage de vie et de réflexion sur les problèmes quotidiens. Nous en avons fait l'expérience et nous pensons que cela peut être précieux pour une approche collective du mouvement ouvrier (ignoré par la plupart lors de leur arrivée) et pour la découverte du lien entre foi et vie au cœur d'une lutte, qui leur est imposée, pour le respect de leurs droits les plus élémentaires.

e) en face de la multiplication des associations culturelles, nous avons constaté le danger d'ambiguïté de certains de ces regroupements. Ainsi, un militant qui avait mis sur pied une section syndicale dans son entreprise (à la suite d'un accident mortel) s'est, par la suite, laissé absorber par l'animation d'une association culturelle... il organise maintenant des matchs de foot.

Plus que de soutenir toutes ces associations, notre rôle n'est-il pas de réfléchir avec les animateurs, nous demandant comment l'association peut permettre à ses membres un éveil de conscience et une prise de responsabilité dans la vie de tous les jours?

14

QUATRE QUESTIONS AUX CANDIDATS DEPUTES

Le sort des travailleurs migrants inquiète à juste titre tous ceux qui ont entendu un certain nombre de déclarations publiques sur leur sort dans un prochain avenir. Nous savons par ailleurs qu'en période de crise ils risquent d'être les victimes toutes désignées de réactions incontrôlées de divers secteurs de l'opinion publique.

Pour toutes ces raisons, les délégués diocésains pour les Immigrés de la Région Parisienne, réunis au S.I.T.I. (Service Interdiocésain des Travailleurs Immigrés) ont adressé la lettre qui suit à tous les candidats députés de l'Ile-de-France.

Daniel Pézéril
évêque auxiliaire de Paris

Monsieur le Candidat député,

Délégués des évêques de la Région Parisienne auprès des chrétiens et de tous les hommes soucieux de justice pour accueillir les Travailleurs Immigrés et leur permettre de mener une vie digne de notre pays, nous voudrions vous adresser quelques questions, reflets de nos préoccupations majeures.

- Vous présentez votre candidature à des personnes possédant la carte nationale d'identité. Mais les départements de l'Ile-de-France comptent 1.476.505 Immigrés (chiffres du Ministère de l'Intérieur au 31.12.76) qui n'ont pas le droit de vote. Les circonscriptions électorales sont délimitées géographiquement en fonction du nombre total d'habitants, Français et étrangers. Pour que la Région Parisienne soit celle de tous ses habitants, comment entendez-vous être aussi le député de tous hommes qui travaillent à son développement, quelle que soit leur nationalité?

- L'importance des Travailleurs Immigrés dans notre économie et leur fonction structurelle ne sont plus à démontrer. Cependant, des personnalités prétendent résoudre en partie les problèmes de l'emploi en se débarrassant d'eux. De récentes déclarations publiques et des propos officieux présentent le projet de ramener le nombre des Travailleurs Immigrés actifs en France de 1.900.000 à 1.000.000 d'ici à 1985.

Quelle est votre position à ce sujet?

- En France, plus d'un million de jeunes Immigrés ont moins de vingt ans. La formation culturelle et la qualifica-



tion professionnelle ne leur sont pas facilitées ici.

Cela rend leur insertion problématique dans la communauté nationale. Beaucoup d'employeurs répugnent à embaucher ces jeunes étrangers. Monsieur le Candidat député, voulez-vous être aussi le porte-parole de ces jeunes travailleurs à l'Assemblée Nationale? Quelles mesures concrètes proposez-vous pour qu'ils puissent s'insérer effectivement en France, particulièrement dans nos départements de la Région Parisienne?

- Toute association d'étrangers est soumise à l'autorisation du Ministre de l'Intérieur. Cette disposition limitant la portée de la Loi de 1901 sur les associations, fut édictée en 1939 pour lutter contre le nazisme. Les Immigrés représenteraient-ils un péril analogue? Etes-vous prêt à demander la suppression de ce décret-loi pour qu'ils puissent partager les libertés d'association et d'expression dont jouissent les Français?

A l'approche des élections législatives, les Français désirent éclairer le choix qu'ils auront à faire. «*Quel homme, quelle société, quelle France voulons-nous promouvoir?*», demandait dernièrement Mgr. Saint-Gaudens, Président de la Commission Episcopale des Migrations. Notre lettre fait écho à cette interrogation. Dans l'esprit de l'Evangile, nous entendons rester solidaires des plus démunis et nous nous inscrivons aussi dans la ligne des accords internationaux et des Droits de l'Homme.

De très nombreux Français (soit à titre personnel, soit collectivement dans des associations, des organisations syndicales, etc.) agissent pour que soient reconnus les droits des Immigrés. Des groupes d'Immigrés eux-mêmes travaillent aussi en ce sens. Sans vouloir les suppléer, nous affirmons notre solidarité avec eux. Pour tous ceux qui portent ce souci dans la circonscription où vous vous présentez, en particulier pour tous ceux avec qui nous réfléchissons et agissons, nous espérons votre réponse personnelle et nous vous en remercions.

Les Délégués diocésains aux travailleurs immigrés:

B. LE FRANC (Paris)
J.C. LUQUIN (Meaux)
G. CHAUVET (Versailles)
F. DEMARET et A. LOUBOUTIN (Corbeil)
P. NAERT (Corbeil)
A. LISSARRAGUE (Nanterre)
P. LEGER (Créteil)
P. CALLEWAERT (Pontoise)

15

APPEL DES DELEGUES DIOCESAINS A LA PASTORALE DES MIGRATIONS

Notre pays, comme beaucoup de pays industrialisés occidentaux, utilise massivement les travailleurs immigrés pour assurer son développement économique et sa prospérité. La tendance au cloisonnement dans les tâches s'accroît: aux immigrés de plus en plus les travaux dévalorisés.

Cette situation interdit aux immigrés une réelle promotion collective et conduit à une ségrégation dans les divers aspects de la vie quotidienne (logement, scolarisation des enfants, formation, loisir, culture, participation à la vie civique...). Elle développe le racisme.

La crise économique a accentué cette ségrégation et donné le prétexte à multiplier les abus de pouvoirs, les intimidations, les refoulements ou expulsions arbitraires, créant un grave climat d'insécurité.

Les jeunes étrangers nés en France ou arrivés enfants sont de plus en plus nombreux: 1.200.000 ont moins de 20 ans; 35.000 ont demandé l'accès à l'emploi en 1977. Ils réclament avec les jeunes français le droit de participer pleinement à la vie d'un pays qui souvent les rejette.

Délégués diocésains à la Pastorale des Migrants, délégués nationaux de Missions, nous nous sommes réunis les 17 et 18 avril 1978, à Orsay, avec des Evêques de la Commission Episcopale des Migrations. Ensemble nous avons constaté à nouveau cette situation des immigrés.

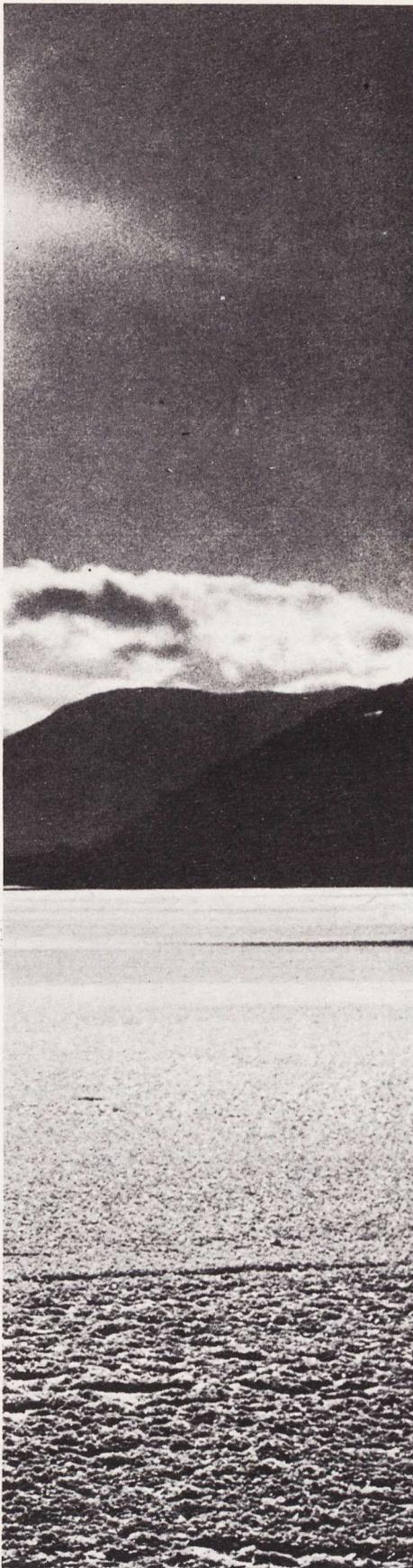
Convaincus de la nécessité d'être à l'écoute de ce que les travailleurs immigrés disent eux-mêmes, spécialement à travers leurs associations nous sommes solidaires de l'action des organisations ouvrières, au sein desquelles les immigrés jouent un rôle de plus en plus important.

Au nom de l'Evangile qui nous invite à reconnaître la dignité de tous et à renverser les barrières entre les hommes, nous lançons un appel aux chrétiens de France. Nous leur demandons:

- d'aller au-delà des actions de dépannage et d'entr'aide,
- de chercher à comprendre les mécanismes qui conditionnent l'immigration,
- apporter leur appui aux justes revendications des immigrés.

Et notamment:

- le droit à la sécurité, et en particulier la cessation immédiate des expulsions et refoulements arbitraires,



- le droit d'association: abrogation des décrets-lois d'avril et septembre 1939 et application aux immigrés de la Loi de 1901 sur les associations,
- le droit à l'enseignement de la langue d'origine dans le cadre de l'Education Nationale,
- le droit de participation à la vie publique: participation aux décisions qui les concernent, là où sont élaborées ces décisions aux plans local, départemental, et national,
- l'application intégrale de la législation actuelle concernant les saisonniers.

Notre intervention voudrait encourager les chrétiens à s'informer sérieusement sur les points indiqués et à prendre leurs responsabilités. Nous souhaitons qu'elle appuie le travail des Mouvements, des paroisses, des groupes de chrétiens. Elle veut aussi contribuer à développer le dialogue fraternel entre les groupes ethniques vivant dans notre pays et à préparer, dans la justice, un meilleur avenir pour tous.

Service National Pastorale
des Migrants

269 bis rue du Faubourg Saint-Antoine
75011 PARIS - Tél.: 307.25.50

16

Pastorale

Il n'est pas question de tout dire en quelques pages.

Il ressort du regard porté dans la première partie qu'à nos yeux il n'y a pas de pastorale valable sans que soit prise en compte:

- la *dimension ouvrière* de la réalité «migrants»,
- les *différences* ethniques, culturelles, religieuses.

Les remarques qui suivent ne méritent pas seulement le nom de «pastorale des migrants», c'est à dire tournée vers les immigrés eux-mêmes. Elles se veulent aussi «pastorale de la migration», c'est à dire tournée aussi vers les catholiques français pour les aider à adopter envers les immigrés une attitude digne de ce que l'Evangile nous dit de l'homme.

Nous commencerons par montrer comment *toute l'Eglise est concernée*, pour dire ensuite comment tout effort pastoral à propos de la migration peut trouver son centre de gravité dans *la mission ouvrière* et se faire en lien avec elle.

«Le reconnaissance des droits des immigrés, en même temps que la difficile recherche de relations fraternelles avec eux, font partie intégrante du message de l'Evangile». Cette parole du Père Saint Gaudens nous paraît bonne à mettre en tête de cette recherche: Rien d'authentique ne peut être fait au plan de la foi, si l'on se désintéresse des droits des immigrés pour se coantonner avec eux dans la sphère du religieux, des relations interpersonnelles ou du caritatif.

Rien de bon ne peut être fait sans une attitude d'écoute, d'échange vraiment mutuel

- entre français et autres peuples,
- entre les différentes ethnies qui vivent en France,
- entre religions différentes et entre différentes formes de vie d'Eglise.

Toute l'Eglise est concernée

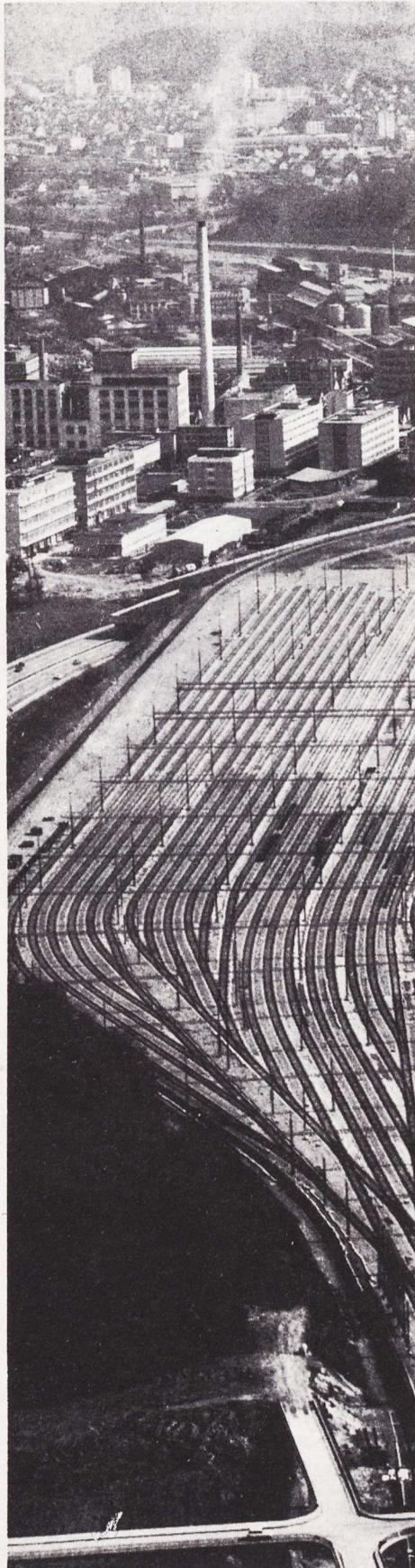
Nous avons vu que les immigrés sont inégalement répartis sur le territoire, dans les branches d'activité et les catégories socio-professionnelles. Il en résulte que tous les catholiques de France ne sont pas au même degré en contact avec des travailleurs immigrés. Lorsqu'il y a contact, les types de rapport diffèrent beaucoup entre eux: rapports de voisinage, rapports à peu près égaux entre travailleurs, entre scolaires, rapports inégaux de chef à exécutant, d'employeur à salarié, de fournisseur à client, rapports avec les usagers d'une administration ou d'un service, rapports (ou absence de rapports) entre pratiquants d'une même paroisse.

Mais qu'il les rencontre quotidiennement ou pas du tout, chaque catholique français a son mode de vie modifié par la contribution des travailleurs immigrés à l'économie française et il est concerné par la façon dont la société et l'Eglise accueillent et traitent les immigrés.

Toute l'Eglise est donc concernée en France

- par la façon dont elle contribue à l'accueil des hommes dans la cité
- par la façon dont elle-même accueille les croyants dans ses communautés.

L'accueil des hommes: On peut se poser quelques questions à ce sujet.



Les catholiques dans leur ensemble - par leur influence sur l'opinion publique, par leur poids politique, par leurs réactions dans le vie quotidienne - contribuent-ils à rendre la société française plus ou moins accueillante aux migrants et respectueuse de leurs droits? Les catholiques français contribuent-ils à abaisser le taux de racisme dans la population française?

Contribuent-ils à l'amélioration de la législation et de la réglementation sur l'immigration? Contribuent-ils à ce que les textes soient appliqués plus humainement?

Contribuent-ils notamment à faire prendre conscience de certains droits des immigrés qui sont encore peu reconnus par l'opinion et par les textes, ou peu passés dans les faits: droit de vivre en sécurité dans notre pays, droit de vivre avec sa famille, droit à l'enseignement de la langue d'origine aux enfants, droit à la formation, droits d'expression, d'association, de participation à la vie publique, aumoins pour les questions qui les concernent...

Pour que les catholiques jouent un rôle positif dans la société française sur ces points deux choses sont nécessaires:

- une animation, un soutien s'adressant spécialement aux chrétiens qui sont au service des migrants par leur profession ou par un engagement, à ceux qui partagent leurs luttes pour se faire respecter, etc.
- un effort de «conscientisation» au sein des paroisses, des services, des Mouvements des écoles catholiques, au nom de l'Evangile qui nous appelle au respect des personnes et au renversement des barrières entre les hommes.

L'accueil des croyants. La plupart des migrants et de leurs familles étaient des croyants à leur arrivée en France: catholiques de Pologne, de Belgique, des Pays Latins, d'Afrique noire... Musulmans du Maghreb, de Turquie, d'Afrique noire, etc.

Quelle chance de survie leur présence en France laisse-t-il à leurs traditions religieuses? Quelles chances de progrès offre-t-elle à leur foi? On le constate facilement, pour le grand nombre c'est une érosion qui se produit au contact des modes de vie français: elle va trop souvent, surtout pour les jeunes, jusqu'à la perte de toute foi.

Pour les immigrés chrétiens, c'est une question qui se pose d'abord aux Eglises des pays de départ: quelle préparation ont-elles pu promouvoir avant le

départ? Quel soutien adapté est apporté sur les lieux de séjour? Mais c'est principalement l'Eglise de France qui est interrogée puisque c'est sous la responsabilité des pays d'accueil qu'est placé la pastorale des migrants.

Là encore, c'est l'Eglise tout^e entière qui est concernée, car l'accueil et le soutien spirituel, ce n'est pas seulement quelques initiatives prises par des spécialistes en des lieux déterminés, c'est aussi un état d'esprit qui peu à peu doit gagner l'ensemble des membres de l'Eglise et modifier certaines de ses structures et habitudes.

L'accueil, du reste, ce n'est pas seulement des gestes pratiques d'hospitalité (il en faut), c'est aussi une disponibilité à se convertir à autrui. Pour prendre un exemple, ce n'est pas seulement organiser ici ou là quelques messes pour une ethnique, c'est penser chaque messe pour que personne ne s'y sente étranger. Et pour cela il ne s'agit pas seulement de prendre le temps d'initier des chrétiens immigrés aux manières de faire de l'Eglise en France, mais aussi d'accueillir leur façon à eux de vivre la foi au Christ en Eglise.

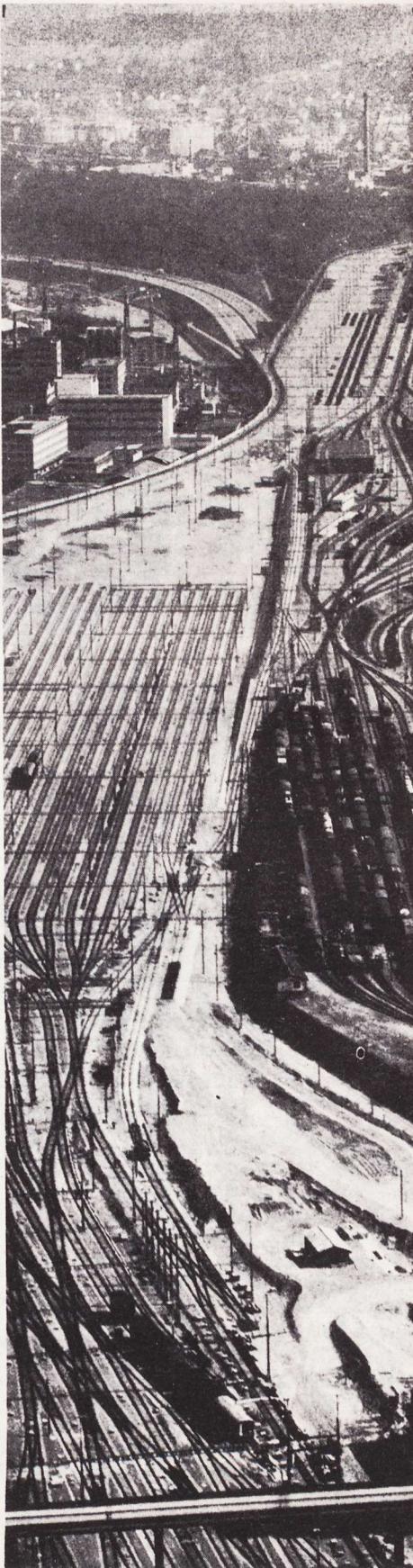
Nous sommes provoqués par l'immigration à vivre une vraie catholicité: nous devons viser à ce que chaque ethnique trouve place à part entière dans une Eglise qui ne serait plus l'Eglise française, mais l'Eglise qui vit en France.

Pour cela une conversion est nécessaire de la part des prêtres et autres responsables pastoraux français. Des pas sont aussi à faire par les prêtres venus des pays d'émigration.

Pour cela les liens inter-personnels sont indispensables, mais il faut viser aussi une rencontre d'Eglise à Eglise. Des expériences ont déjà eu lieu entre des équipes diocésaines françaises et des diocèses espagnols et portugais. Elles sont à développer, car elles permettent aux diocèses de départ d'apercevoir quelque chose de la vie des travailleurs en France aujourd'hui.

Le dialogue entre Evêques et entre conférences épiscopales est également indispensable; c'est avec l'Espagne que les rapports sont actuellement les plus organisés.

Faut-il favoriser l'autonomie des groupes ethnique et celle des prêtres au service de chaque peuple particulier? Elle a dans le passé conduit à la formation de ghettos. Ce danger n'est pas écarté, partout mais il peut être évité s'il y a recherche pastorale commune entre prêtres français et prêtres immigrés. L'au-



tonomie permet la prise de conscience de soi comme peuple et arrache le prêtre à sa solitude pastorale. Elle permet aussi un travail inter-ethnique débarrassé de tout rapport dominant-dominé.

Le passage en France de prêtres venant visiter leurs paroissiens émigrés est pastoralement plus fructueux lorsqu'il est l'occasion d'une réflexion avec les responsables locaux de la pastorale des migrations.

A l'égard des travailleurs musulmans les questions se posent autrement. On ne saurait parler au sens propre d'action pastorale ni de contact d'Eglise à l'Eglise. Parce qu'ils sont les immigrés généralement les moins aimés et les plus mis à l'écart, ils ont droit à trouver auprès des membres de l'Eglise un reflet de la préférence du Christ pour les humiliés et les opprimés. Parce qu'ils sont témoins au milieu de nous d'une culture et d'une religion qui ont pris racine hors du monde chrétien, l'Eglise ne serait pas pleinement elle-même, c'est à dire universelle, sans respecter et accueillir ce qui les fait vivre.

Leur foi, menacée à la vie en France, peut être aidée à s'affermir par le témoignage de chrétiens vivant de l'Evangile au milieu d'eux et manifestant leur respect pour les valeurs et les coutumes de l'Islam. Au niveau des enfants et des jeunes, l'ACE-MC et la JOC-F ont déjà une large expérience de cela. Il existe des instruments pour aider à une catéchèse tenant compte d'un environnement musulman...

Il faut développer une pastorale des très nombreux chrétiens qui sont en contact de voisinage, de travail, d'étude ou de jeu avec des musulmans. L'Islam est la deuxième religion de France par le nombre de ses adeptes: il est urgent de dépasser les ignorances et les préjugés qui font obstacle au respect et à l'amitié envers eux. Un progrès est à faire dans la connaissance de l'Islam et de la contribution du monde arabe à la culture du monde occidental au cours de son histoire.

La Mission Ouvrière, référence pour la pastorale des migrants

Une liaison étroite doit être recherchée avec tous ceux qui participent à la Mission Ouvrière et notamment avec les Mouvements d'Action Catholique qui en soit le pivot. Cette orientation, déjà donnée dans le document de 1975, nous paraît toujours aussi indispensable

pour tenir compte de l'appartenance des immigrés à la classe ouvrière, dont leur présence manifeste à sa manière le caractère international.

De cette réalité fondamentale certains travailleurs immigrés peuvent donner l'impression qu'ils ne sont pas conscients. Elle est pourtant à nos yeux plus importante que les différences raciales, culturelles, religieuses qui frappent souvent plus les observateurs étrangers au monde ouvrier.

Nous parlons d'articulation, de référence, et non pas de prise en charge par la Mission Ouvrière de toute la pastorale des migrations. C'est parce que cette pastorale ne nous paraît pas se réduire à l'action des Mouvements et des autres partenaires de la Mission Ouvrière. Elle exige des interventions originales, par exemple :

- au plan paroissial ou inter paroissial : assemblées dominicales, catéchèse, sacrements,
- dialogue avec les Eglises des pays d'origine et leurs missions en France,
- rencontre de l'Islam,
- sensibilisation de l'ensemble des chrétiens, etc.

Tout cela peut déborder, soit la mission directe des Mouvements d'A.C., soit leurs possibilités concrètes sur le terrain. Mais *tout cela intéresse les Mouvements*. Tout cela ne peut être fait dans le respect de l'appartenance ouvrière des Migrants que si l'on tient compte de l'expérience et de la recherche des Mouvements. Tout cela enfin doit avoir sa place dans un effort de Mission Ouvrière qui se veut vraiment adapté à la diversité des origines et des cultures de la classe ouvrière en France.

Lorsque'on aborde les migrants ouvriers sur le terrain de la «*pastorale ordinaire*», on ne peut se dispenser de suivre avec eux quelques lignes de force d'une pastorale ouvrière qui veut mettre l'accent sur l'évangélisation plus que sur les rites, et qui, pour cela s'efforce :

- d'être attentive à leur vie ouvrière,
- de partir de leur situation, avec ses dimensions collectives,
- d'être attentive aux gens engagés dans le Mouvement Ouvrier,
- de provoquer des rencontres où les autres puissent découvrir un rapport entre la foi et l'engagement.

Sur le terrain des Mouvements d'A.C. en classe ouvrière, c'est avec le même intérêt que nous regardons (et ap-

payons) les deux démarches complémentaires :

- la place faite aux Migrants (enfants, jeunes, adultes) par les Mouvements français dans leurs équipes et leurs publications.
- le développement de l'ACO et de la JOC-F immigré (espagnoles et portugaises). Des liens étroits avec les Mouvements français se sont déjà établis, dans le respect de la spécifici-

té immigrés, en ce qui concerne l'ACO et la JOCF. Ils devraient pouvoir s'établir également avec la JOC.

Lorsque des prêtres français et des religieuses soutiennent des équipes d'A.C. immigrés, il arrive souvent, et c'est bon, qu'ils soutiennent aussi des équipes des Mouvements français. Il est indispensable que des lieux de réflexion commune existent localement pour les aumôniers et responsables.



17

Déclaration de Mgr Alfred Ancel

En ces derniers mois, on a signalé de nombreux faits de discrimination raciale et de répression très dure vis-à-vis des travailleurs migrants.

Ce sont des refus de louer un appartement à tel ou tel migrant, uniquement parce qu'il est migrant. Ce sont des conditions de logement vraiment inhumaines: on a parlé de baraquements de 10 à 12 mètres carrés pour quatre travailleurs; on a noté aussi que dans certains cas, les logements réservés aux migrants constituent en fait des ghettos surveillés et contrôlés. La presse a évoqué l'affaire des Sonacotras de la région parisienne. Quand on connaît les conditions de vie des immigrés qui s'y trouvent, on ne s'étonne plus de leurs réactions, même si on n'est pas d'accord avec elles.

Dans certains quartiers, l'inadaptation de la scolarité aux enfants des migrants rend la tâche des maîtres très difficile et l'éducation des enfants quasi impossible. Le chômage des jeunes qui ont quitté l'école engendre fatalement la délinquance.

Au travail, il y a des migrants dont la condition est à peu près celle des Français, ni meilleure, ni pire; mais, d'une manière générale, il y a une discrimination qui devient de plus en plus insupportable. Les travaux les plus sales, le plus dangereux et les plus pénibles leur sont réservés. De nombreux incidents dans le travail et plusieurs grèves spontanées sont dus, au moins en partie, à ce manque de respect. Les migrants sont des hommes comme nous, ils ne peuvent pas accepter d'être méprisés. Plus d'une fois on a signalé des injustices caractérisées au plan des salaires, spécialement en ce qui concerne le paiement des heures supplémentaires.

Mais ce sont surtout les grèves qui sont l'occasion de répressions très dures et parfois de véritables injustices: en ces dernières semaines, on a cité des licenciements réalisés en dehors de toute procédure légale. Et, quand la grève est déclenchée, on fait tout son possible pour la briser... comme si le droit de grève n'était pas inscrit dans la Constitution; on refuse le dialogue et on embauche des intérimaires; on fait appel à des organisations de police privée, avec des hommes armés et des chiens, pour protéger ces intérimaires.

Devant ces faits et d'autres semblables, les inspecteurs du travail se sentent impuissants. D'autre part, nous vi-

vons à une époque de chômage; alors on pense que l'opinion publique ne soutiendra pas les migrants. De plus, on veut les intimider par la crainte des licenciements ou même des expulsions. Et cette crainte n'est pas vaine: nous avons appris par *Le Figaro* du 18 octobre que, depuis le 1er janvier 1976, 3.595 étrangers avaient été conduits à la frontière, à la suite de diverses opérations de police réalisées en ces derniers trois mois. M. le Ministre de l'Intérieur, le 29 décembre dernier, parlait de 4.386 expulsions pour l'année 1976, c'est beaucoup!

D'autre part, la manière de parler de ces expulsions risque de faire grandir le racisme dans le pays, comme si la criminalité en France était due principalement à la présence des étrangers. En sens inverse, le Syndicat de la magistrature faisait remarquer que «les étrangers faisant l'objet d'une mesure d'expulsion ne bénéficient pas dans la réalité des garanties de défense les plus élémentaires» (19 novembre 1976, Colmar).

Intervenir au nom de l'Évangile

En présence de ces faits et de beaucoup d'autres semblables, j'ai l'impression que je serais un chien muet si je gardais le silence. Délégué au service des migrants, je me sens responsable à leur égard. Cependant, ma responsabilité n'est pas d'ordre syndical ou politique; d'autre part, je respecte l'autonomie des pouvoirs publics, des organisations ouvrières et des partis politiques.

Ce n'est donc pas à ce point de vue que je me placerais et c'est seulement au nom de l'Évangile que je veux intervenir. L'Évangile, en effet, n'est pas neutre. Il respecte la liberté des hommes, mais il leur apporte une lumière qui éclaire leur action. Or, le Christ a voulu s'identifier d'une façon spéciale aux étrangers. Au jour du jugement, il nous dira, en effet: «J'étais étranger et vous m'avez accueilli» ou bien «J'étais étranger et vous m'avez pas accueilli» (Mt. 25, 35-43). Je dois donc affirmer, au nom du Christ, que les comportements que j'ai énumérés et tous ceux qui leur sont semblables sont incompatibles avec l'Évangile. C'est le Christ qui a été méprisé, insulté ou traité injustement, en chacun de ceux qui ont été l'objet de répression brutale ou de discrimination raciale.

C'est aussi ma charge de rappeler aux chrétiens ce que le Christ leur demande de faire dans les circonstances actuelles. Certes, je dois respecter leurs analyses et leurs idéologies, leurs

projets politiques et ce que l'on pourrait appeler leurs stratégies. Mais, quelles que soient nos options, nous devons, parce que nous sommes chrétiens, nous laisser guider par l'Esprit de Dieu. Il est déjà à l'œuvre parmi les hommes, à nous de le découvrir et de nous conformer à ses inspirations.

Et cet Esprit de Dieu, nous n'avons pas à le recevoir seulement pour nous. Nous devons le rayonner autour de nous. Jésus disait à ses disciples: «Vous êtes le sel de la terre, vous êtes la lumière du monde» (Mt. 5, 13-14). Nous sommes donc tous appelés à agir pour que, peu à peu, la mentalité de notre milieu se transforme selon l'Évangile. Nous ne sommes pas sûrs de réussir, mais le Seigneur nous demande d'intervenir, non pas pour juger et condamner, mais pour aider à réfléchir et à se convertir.

Au niveau de l'opinion publique

Notre rôle se situe, d'une façon spéciale, au niveau de l'opinion publique. Nous sommes peu nombreux, il est vrai, pour mener cette action, mais nous pouvons entraîner d'autres chrétiens afin qu'ils agissent avec nous. D'autre part, nous ne sommes pas les seuls à vouloir une transformation de l'opinion publique. Il y a aussi des hommes qui, sans être chrétiens, professent un humanisme très exigeant en faveur des migrants. Si, tous ensemble, chrétiens fidèles à l'Évangile et hommes de bonne volonté, nous nous y mettons de tout notre cœur, nous arriverons à transformer peu à peu la mentalité collective. Il y a des manières d'agir qui ne devraient plus exister; il y a des discriminations raciales qui doivent disparaître: il y a des injustices que l'opinion publique ne devrait plus supporter.

Mais nous n'avons pas à agir seulement au niveau de l'opinion publique. Hommes avec les autres hommes, nous avons à nous engager comme les autres et avec les autres au service de nos frères migrants pour que justice leur soit rendue. Sans doute, nous trouverons dans notre foi de nouvelles motivations et une nouvelle force pour agir en leur faveur. Ne nous croyons pas cependant meilleurs que les autres: il y a, en effet, des incroyants qui nous donnent des exemples magnifiques de générosité. Sans vouloir aucunement les récupérer, nous pouvons reconnaître humblement que Dieu nous parle parfois par eux et nous exhorte par leur exemple.

S'engager au service des migrants

Encore une fois, je le répète, il ne s'agit pas de suppléer les organisations ouvrières, comme si elles n'étaient pas capables de faire leur travail. Au contraire, nous devons nous réjouir de ce qu'elles ont déjà fait en faveur des immigrés. Ce qu'elles préconisent, en demandant pour les travailleurs immigrés les mêmes droits que pour les travailleurs français, est très en avance sur la réglementation actuelle. Elles savent, mieux que nous, que travailleurs migrants et travailleurs français ne font qu'une seule classe ouvrière; en agissant ainsi, elles introduisent une vraie fraternité entre les travailleurs.

De même, je ne prétends pas que les chrétiens doivent former, en tant que chrétiens, un parti politique. Chaque chrétien est libre de choisir son parti, mais tout chrétien est appelé à intervenir à l'intérieur de son parti, pour que les migrants soient vraiment traités comme des frères. Il est normal aussi qu'au moment des élections on demande aux candidats de prendre des engagements précis vis-à-vis des migrants.

Enfin, je ne prétends pas que nous ayons à suppléer la justice dans l'exercice de sa charge et nous savons que les juges sont tenus de se conformer aux lois existantes. Mais beaucoup d'entre eux seraient heureux de voir une meilleure législation par rapport aux migrants, et n'est-ce pas une manière de respecter les magistrats que d'exiger, pour les migrants, la possibilité de recourir effectivement à la justice quand ils sont sous le coup d'une mesure d'expulsion.

La force de Dieu et le dynamisme de l'amour

Les chrétiens ne constituent pas, comme tels, un parti politique dans la nation. Mais, partout où ils sont, dans leurs relations professionnelles et sociales, comme dans les organisations auxquelles ils appartiennent, ils ont à s'inspirer de l'Esprit de Dieu. Alors, ils deviennent vraiment le levain dans la pâte (Mt. 13, 33) et, par eux, la force de Dieu, d'une façon discrète mais efficace, «transforme la face de la terre».

Cette force de Dieu n'est pas en concurrence avec la responsabilité et la force des hommes. Elle se situe à un autre niveau. En elle-même, elle ne peut être atteinte par une analyse scientifique; elle n'a pas moins un dynamisme propre. C'est le dynamisme de l'amour.

L'amour, à son tour, bien loin de dispenser les hommes de faire effort, les engage au contraire à un titre nouveau,

au service des autres. Ceux qui ont fait l'expérience le savent. Ceux qui ont rencontré des hommes menés par l'amour le savent aussi, d'une certaine façon.

Je pense que le problème des migrants ne peut se résoudre en dehors de l'amour. Ce sont nos frères.

Alfred Ancel
délégué au service des migrants

18

DECLARATION SUR LA PRESENCE EN FRANCE DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

par Mgr. Saint-Gaudens, Président de la Commission Episcopale des Migrations

La situation défavorable de l'emploi a conduit le gouvernement à des décisions récentes qui affectent gravement les Travailleurs Immigrés, tout particulièrement par l'arrêt de l'immigration familiale. Les syndicats et les associations représentatifs ont aussitôt protesté vigoureusement.

Si je crois devoir faire cette déclaration, c'est pour exprimer une nouvelle fois le message du Christ à l'égard des Migrants, comme l'a rappelé ces jours derniers Paul VI aux évêques de la région parisienne: «une nation se grandit toujours et des communautés chrétiennes deviennent crédibles lorsque, avec magnanimité, respect de l'identité des personnes et souci de leur promotion, elles donnent une priorité réfléchie et persévérante aux problèmes complexes et aux souffrances souvent profondes de leurs frères étrangers, problèmes et souffrances que la récession économique rend plus délicats aujourd'hui».

Comment, pratiquement, donner «cette priorité réfléchie et persévérante» aux Migrants dans notre pays?

La mission de l'Eglise est d'alerter les consciences, pour rappeler en particulier qu'à l'exemple du Christ, nous devons une attention privilégiée à tous les hommes les plus menacés et les plus marginalisés

C'est pour cela qu'en communion avec le Pape Paul VI et avec les évêques de France, je lance cet appel.

Que se multiplient les rencontres entre Immigrés et Français pour une meilleure connaissance mutuelle dépassant les slogans injustes, source de racisme; et que se développe par les moyens de communication sociale une information sérieuse, en donnant la parole aux Immigrés eux-mêmes.

Que monte du peuple de France, dans la fidélité à ses meilleures traditions, un puissant mouvement d'opinion qui manifeste sa volonté ferme d'être solidaire avec les Immigrés au cœur de la crise actuelle. C'est question de justice à leur égard puisque notre pays a largement bénéficié - combien de fois injustement - des fruits de leur travail.

Que les débats politiques de ces prochains mois stimulent les partis et le peuple français pour que soient enfin plus largement reconnus, dans la législation et dans les faits, les droits des Travailleurs Immigrés: droit au travail, droit au logement, droit à vivre avec leur famille, droit d'expression, droit d'association, droit à une participation à la vie politique communale, comme la proposition en est faite au sein de la Communauté Economique Européenne.

Que pour chercher les meilleures solutions au grave problème de l'emploi soient associés largement à l'élaboration des décisions les syndicats et les associations représentatifs des Immigrés et que s'établisse une concertation régulière avec les gouvernements de leurs pays d'origine.

Finalement, la question fondamentale qui nous est posée par la présence en France de 4 millions d'Immigrés n'est pas uniquement la question de la sauvegarde de leurs droits ou de l'opportunité économique de leur présence. La question fondamentale qui nous est posée est la suivante:

Quel homme, quelle société, quelle France voulons-nous promouvoir?

Une France fermée égoïstement sur elle-même et contribuant ainsi à préparer de violents conflits entre peuples plus ou moins favorisés?

Ou une France ouverte aux autres pays et acceptant courageusement de travailler à un nouvel ordre économique international et à des relations solidaires entre les divers peuples du monde?

POUR LA RECONNAISSANCE DES DROITS DES IMMIGRÉS

Sous le titre «*La France... société pluraliste avec différentes races, cultures et religions*», Mgr. Saint-Gaudens, président de la Commission épiscopale des migrations, a publié l'appel ci-après, le 24 février, dans la perspective des élections législatives:

Dans l'interview publiée dans *La Croix* du 7 février, Mgr. Etchegaray exprime sa crainte, à propos des prochaines élections, «que nos horizons ne se soient bien rétrécis quant à la vision de tous les hommes et de tout l'homme. N'y a-t-il pas de graves oublis, de grands oubliés? Je n'entends pas beaucoup parler des immigrés ni du tiers monde, encore moins du quart monde. Quant à Dieu...».

En septembre dernier, je souhaitais dans une déclaration «que les débats politiques de ces prochains mois stimulent les partis et le peuple français pour que soient enfin plus largement reconnus, dans la législation et dans les faits, les droits des travailleurs immigrés: droit au travail, droit au logement, droit à vivre avec leur famille, droit d'expression, droit d'association, droit à une participation à la vie politique communale, comme la proposition en est faite au sein de la Communauté économique européenne».

Je crois devoir aujourd'hui renouveler cet appel à tous les catholiques, quelles que soient leurs options politiques, au nom du service de l'Évangile.

Pourquoi donc? Parce que nous assistons à un phénomène nouveau qui va s'accroissant en France, comme dans les divers pays de l'Europe occidentale industrialisée et que reconnaissent des études récentes de toutes provenances. Ce phénomène nouveau vient d'être reconnu clairement et courageusement par l'assemblée plénière des évêques anglais. Ce qu'ils disent de l'Angleterre est autant vrai de la France «qui est maintenant une société pluraliste avec différentes races, cultures et religions».

Cette situation nouvelle met notre pays, et l'Église dans notre pays, devant des responsabilités très lourdes et complexes mais inéluctables, qu'ils ne connaissaient pas jusqu'ici, du moins avec une pareille ampleur.

La reconnaissance des droits des immigrés, en même temps que la difficile recherche de relations fraternelles avec eux, font partie intégrante du message de l'Évangile tout autant «qu'ils sont un axiome de la plus haute sagesse humaine de tous les temps», comme Paul

VI l'a exprimé le 14 janvier dernier aux membres du corps diplomatique: «Pour qui croit en Dieu, tous les êtres humains, même les moins favorisés, sont les fils du Père universel qui les a créés à son image et guide leurs destinées avec un amour prévenant. Paternité de Dieu signifie fraternité entre les hommes: c'est un point fort de l'universalisme chrétien, un point commun aussi avec d'autres grandes religions, et un axiome de la plus haute sagesse humaine de tous les temps, celle qui a le culte de la dignité de l'homme».

C'est pour cela que je me réjouis de l'initiative des délégués diocésains à la pastorale des migrants de la région parisienne. Ils viennent d'adresser une lettre à tous les candidats - de tous les partis - pour stimuler, à travers eux et par eux, les consciences et les cœurs de tous les Français. En agissant ainsi, ils se disent solidaires de tous ceux qui, personnellement ou dans des organisations syndicales et politiques, agissent avec les mouvements représentatifs des migrants pour obtenir une reconnaissance plus complète de leurs droits.

Que se multiplient, dans le même esprit, pendant la période électorale et pendant les années prochaines, des initiatives hardies pour que la Bonne Nouvelle du Christ à l'égard de nos frères immigrés soit accueillie et vécue plus largement par tous les chrétiens de France.

Sabin Saint-Gaudens
évêque d'Agen
Président

de la Commiss. épiscop. des migrant.

TABLE

Notes sur la présence de l'Église dans l'immigration en France (A. Perotti)	47
<i>France documents (présentation)</i>	50
Doc.1	52
Doc.2	52
Doc.3	52
Doc.4	54
Doc.5	54
Doc.6	56
Doc.7	58
Doc.8	59
Doc.9	60
Doc.10	60
Doc.11	61
Doc.12	62
Doc.13	63
Doc.14	66
Doc.15	67
Doc.16	67
Doc.17	71
Doc.18	72
Doc.19	73

novità

**1876-1976: UN SECOLO DI
EMIGRAZIONE ITALIANA**

Quadro generale dell'emigrazione italiana in cent'anni di rilevazioni ufficiali (con le tabelle dell'intera serie storica, grafici e cartine) (L. Favero, G. Tassello, CSER).

Emigrazione e spopolamento (E. Sonnino).

Cent'anni di migrazioni interne (A. Golini).

Le rimesse degli emigrati (F. Balletta).

Economia precaria ed emigrazione (F. Cerase).

L'emigrazione italiana e il Mezzogiorno (E. Malfatti, SVIMEZ).

Le politiche migratorie in cent'anni di storia unitaria (G.B. Sacchetti).

In Appendice: Bibliografia delle fonti e della letteratura statistica sull'emigrazione italiana.



GAST

